

# Distribution d'un quota considérable de logements le 1<sup>er</sup> novembre prochain (P3)

● CNMA ASSURANCE  
Des solutions innovantes au profit des entreprises industrielles (P4)

# LE MAGHREB

## Le Quotidien de l'Économie

### RÉALISER L'AUTOSUFFISANCE EN PRODUITS AGRICOLES

# Impératif d'augmenter la production et la productivité dans toutes les filières

Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Hamid Bensaâd, a mis l'accent dimanche à Constantine sur la nécessité d'intensifier les efforts pour concrétiser la stratégie nationale visant à atteindre l'objectif de l'autosuffisance en produits agricoles. Dans son allocution d'ouverture de la 5<sup>ème</sup> édition du séminaire national de développement de la filière des céréales organisé pendant deux jours à l'université "frères Mentouri" (Constantine 1), le même responsable a souligné que la mise en place d'une stratégie nationale à court terme pour entamer la concrétisation de l'autosuffisance en certains produits agricoles et des objectifs tracés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune permettra "d'élargir les surfaces irriguées à plus d'un million hectares et de parvenir à l'autosuffisance en blé dur en 2025 et en maïs et orge en 2026".

(Lire en Page 4)



● RENCONTRE CSJ ET LA BID  
**Les perspectives d'une coopération mutuelle abordées** (P3)

● PÉTROLE  
**Les prix grimpent en raison des craintes liées au Moyen-Orient** (P4)

● AGRSSION SIONISTE  
**Les conditions sanitaires et de vie à Ghaza sont inhumaines** (P12)

## Changement climatique : Madagascar exhorte la communauté internationale à soutenir les pays vulnérables



« L'heure est à l'action. (...) L'urgence climatique est devenue une réalité tangible et dévastatrice ». C'est par ces termes que le Premier Ministre malgache Christian Ntsay a appelé la communauté internationale à concrétiser les engagements pris pour lutter contre les effets du changement climatique dans son discours à la tribune des Nations Unies, vendredi 27 septembre.

« La mise en application de l'accord de Paris et le renforcement des engagements pris en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont des impératifs catégoriques », a martelé le Chef du Gouvernement malgache rappelant l'intervention du Président malgache à Glasgow, à la COP26 en décembre 2022, sur la nécessité d'accélérer la mobilisation de 100 milliards de dollars de l'accord de Paris pour financer une politique de transition énergétique en Afrique.

« Conscient des menaces du changement climatique sur la paix, la sécurité et le développement, Madagascar – bien que faible émetteur de gaz à effet de serre – figure parmi les pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique, subissant de plein fouet les cyclones, la sécheresse, l'érosion côtière et la perte de biodiversité unique », ajoute le Premier Ministre.

Le ministre malgache a, en outre, fait part de l'inquiétude des autorités face aux dangers que représentent ces catastrophes pour les progrès socio-économiques engendrés par les transformations agricoles et industrielles déjà engagées par la Grande île.

Madagascar, a-t-il souligné, est un des rares pays qui sauve la planète avec une empreinte carbone négative grâce à ses forêts qui sont un véritable poumon vert du continent africain.

« J'exhorte la communauté internationale à intensifier et accélérer le financement de l'adaptation climatique pour tous les pays vulnérables, notamment les pays insulaires dont Madagascar fait partie », a-t-il déclaré. Dans sa politique de transition énergétique, le pays donne la priorité aux énergies renouvelables à travers un vaste projet de construction de centrales solaires et hydroélectriques.

## Kenya: mort de 42 personnes lors de manifestations dans le pays

Le gouvernement kenyan a annoncé la mort de 42 personnes lors des manifestations organisées à travers le pays contre le « projet de loi finances 2024 ». Le ministre kenyan de l'intérieur, Kithure Kindiki, a déclaré, vendredi à l'Assemblée nationale, que 42 personnes sont mortes, 132 ont disparu et 1208 ont été arrêtées au cours des manifestations.

Kindiki a fait part de la détermination du gouvernement à faire en sorte que les personnes impliquées dans les violences répondent de leurs actes, quelles qu'elles soient.

"Si la police n'avait pas fait usage de la force meurtrière pendant l'occupation du parlement, nous n'aurions jamais eu le Kenya que nous connaissons aujourd'hui", a-t-il déclaré, défendant les forces de sécurité qui ont ouvert le feu sur les manifestants.

Les manifestants, pour la plupart des jeunes, ont protesté contre le projet de loi de finances 2024 dans différentes villes du pays à partir du 18 juin.

Les forces de sécurité sont intervenues dans les manifestations, qui avaient été organisées pour réagir aux augmentations d'impôts et exprimer des préoccupations concernant les politiques économiques, et de nombreux protestataires ont été arrêtés.

De nombreuses personnes ont été blessées et certaines ont perdu la vie dans les incidents qui ont éclaté après que la police a ouvert le feu sur les manifestants qui s'opposaient à la réglementation fiscale du gouvernement et sont entrés dans le bâtiment du parlement.

Après ces incidents, le président kenyan William Ruto n'a pas signé la loi controversée et l'a renvoyée au parlement.

## L'Afrique enregistre une augmentation significative des investissements dans les énergies propres en 2023

« L'Afrique a connu une augmentation significative des investissements directs étrangers dans les énergies propres en 2023 », s'est réjoui le président de la Banque Africaine de développement, Akinwumi Adesina lors de la cérémonie d'ouverture de l'Assemblée générale des actionnaires d'Africa50 ce jeudi 19 septembre à Antananarivo, capitale de Madagascar. Il a ajouté que, d'après les projections de l'Agence internationale de l'Énergie, les investissements dans l'accès à l'énergie en Afrique devront atteindre près de 25 milliards de dollars par an d'ici 2030 tout en appelant à multiplier les efforts pour y arriver. Le président malgache, Andry Rajoelina, présent à l'événement, a, quant à lui, déclaré que « l'Afrique n'est pas un problème mais une solution » dans ce domaine.

Il a saisi cette occasion pour partager ses visions de développement pour la Grande île en matière d'énergies renouvelables, notamment la mise en œuvre des projets dénommés « Ivolobe et Sahofika » qui permettront d'augmenter de manière significative sa capacité de production énergétique et profiteront à plus de deux millions de Malgaches. Des accords de financement dans ce sens ont été signés au cours de cette journée. Pour sa part, le directeur général de l'Africa50, Alain Ebobissé a souligné que « son potentiel solaire et hydroélectrique, ses minéraux essentiels tels que le Nickel et le Cobalt font de Madagascar un lieu privilégié pour les investissements dans les énergies renouvelables et les industries durables ». Il a annoncé la mise en œuvre du programme de recyclage d'actif – dont un premier contrat qui vient d'être signé avec la Gambie – consistant à débloquer des capitaux pour les Etats sans alourdir leurs dettes souveraines. Les capitaux pourront ainsi être utilisés par les Etats pour de nouveaux projets d'infrastructures. Africa50 est aussi le co-développeur du projet « Kigali innovation city » en collaboration avec le gouvernement du Rwanda. Selon toujours son directeur général, l'Africa50 a pu investir en Afrique dans 25 projets d'infrastructures à travers 28 pays avec un coût total de 8 milliards de dollars en sept ans.

Madagascar accueille, pour la première fois, l'Assemblée générale des actionnaires de l'Africa50 sur le thème « développer les énergies renouvelables et les solutions de financements innovantes pour les infrastructures en Afrique ». L'Africa50 est une plateforme panafricaine d'investissement qui réunit 32 pays avec la Banque africaine de développement (BAD) dont la principale mission est de rassembler des financements des secteurs public et privé et qui seront investis dans les infrastructures sur le continent. La Grande île compte sur cet événement pour mobiliser des fonds afin de soutenir la mise en œuvre de projets de développement. Cette Assemblée générale rassemble des leaders du secteur privé, des investisseurs, des décideurs politiques ainsi que des experts en infrastructures.



## La FIFA et l'OMS lancent une campagne internationale de sensibilisation sur les commotions cérébrales

Dans le cadre de ses objectifs stratégiques 2023-2027, la FIFA lance en partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) une campagne de sensibilisation sur les commotions cérébrales.

La campagne « Suspecter et protéger : aucun match ne mérite que l'on joue avec sa santé », vise à sensibiliser sur les commotions cérébrales, un traumatisme crânien auquel tous les joueurs sont exposés, précise l'OMS dans un communiqué.

Issue de longs échanges entre la sous-division médicale de la FIFA et les experts en santé cérébrale de l'OMS, la campagne « Suspecter et protéger » a pour objectif d'améliorer la reconnaissance des symptômes chez les joueurs, les joueuses, les entraîneurs et le personnel médical, ainsi qu'auprès du grand public, indique la même source.

La promotion de la campagne « Suspecter et protéger » sera faite à l'échelle mondiale sur tous les canaux de communication de la FIFA. Des ressources pédagogiques seront également mises à la disposition des 211 associations membres de la FIFA afin qu'elles les partagent à tous les niveaux (national, régional et local), souligne l'OMS.

« Une commotion est un traumatisme crânien et doit toujours être prise au sérieux. Le football est un sport que chacun devrait pouvoir pratiquer en toute sécurité, en toutes circonstances », a déclaré le Président de la FIFA, Gianni Infantino cité dans le communiqué.

« Les commotions cérébrales sont un problème de santé publique préoccupant à tous les niveaux du football et dans de nombreux autres sports. Il faut donc sensibiliser et agir davantage sur cette question », a relevé pour sa part le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS.

## France : la SNCF et Deutsche Bahn lancent la ligne à grande vitesse Paris-Berlin



La Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et Deutsche Bahn (DB) ont annoncé le lancement de la ligne à grande vitesse Paris-Berlin, en passant par Strasbourg, selon un communiqué conjoint publié ce mardi et relayé par des médias français.

Cette nouvelle ligne quotidienne sera assurée en ICE, le train à grande vitesse de DB, et desservira Paris Gare de l'Est, Strasbourg, Karlsruhe, Francfort Sud et Berlin, en 8 heures environ, précise le site actu.fr.

« Les billets seront mis en vente à partir de 59 € en seconde classe et 69 € en 1<sup>re</sup> classe et les réservations ouvriront le 16 octobre », détaillent les opérateurs.

Fin 2023, SNCF et DB inauguraient déjà la liaison Strasbourg-Berlin, mais de nuit seulement. Celle-ci est fermée pour cause de travaux des deux côtés de la frontière, indique le même média.

## HABITAT

# Distribution d'un quota considérable de logements le 1<sup>er</sup> novembre prochain

**Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville Mohamed Tarek Belaribi a présidé, avant-hier à Alger, une réunion d'évaluation des réalisations du secteur, notamment l'opération de distribution des logements, toutes formules confondues, ainsi que les défis futurs à relever par le secteur, a indiqué un communiqué du ministère.**

Cette réunion s'est tenue au siège de la Banque nationale de l'Habitat (BNH), en présence du secrétaire général du ministère, de l'inspecteur général du même ministère, du directeur général du logement, du directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et de développement du logement (AADL), et des directeurs du logement et de l'urbanisme, ainsi que les directeurs des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de 12 wilayas (Annaba, Constantine, Mila, Guelma, El Tarf, Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Biskra, Khenchela, Ouled Djellal, Skikda, et Tebessa), en plus des directeurs régionaux de l'AADL des wilayas de Constantine et Annaba, a précisé le communiqué. A cette occasion, le directeur général du logement a

présenté le bilan de l'opération de distribution des logements du 5 juillet dernier, a ajouté la même source, faisant état de la distribution de 251.890 unités (94.305 logements ruraux, 67.370 logements de la formule location-vente, 46.308 logements publics locatifs, 27.185 lotissements sociaux, 14.146 logements promotionnels aidés et 2.576 logements promotionnels libres). Commentant la présentation, M. Belaribi a salué les efforts consentis par les cadres du secteur, estimant que "le logement rural revêt une importance cruciale dans l'équation de l'accès au logement".

Concernant la distribution de 67.370 unités de logement de la formule location-vente "AADL", à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le 5 juillet dernier, le ministre a souligné que ce chiffre "reflète" l'acquisition par l'agence "AADL" de l'expertise nécessaire lui permettant de lancer le projet "AADL 3" avec la volonté et la confiance requises pour le succès du projet", insistant sur "le transfert de tous les logements finis à l'Agence AADL pour la gestion immobilière (GEST IMMO) avant leur distribution".

Lors de cette réunion, il a été également question du programme en cours de préparation en vue du lancement d'une nouvelle opération de distribution de logements le 1<sup>er</sup> novembre prochain.

Dans ce cadre, le ministre a souligné "la symbolique de cette date marquant le 70<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution", rappelant "l'importance sociale de ce secteur".

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune veille

à la préservation, à la bonne gestion et répartition de ces acquis sociaux conformément aux principes novembristes", a affirmé M. Belaribi, faisant savoir qu'"un quota considérable de logements, toutes formules confondues, sera distribué le 1<sup>er</sup> novembre prochain à travers toutes les régions du pays".

L'opération sera marquée par la distribution d'importants quotas de logements publics locatifs dans plusieurs wilayas, à l'instar de Khenchela (1778 unités), Skikda (1201) et Annaba (1002). Quant au lancement du programme quinquennal 2024-2029 pour la réalisation de 2 millions de logements, décidé par le président de la République, la réunion a évoqué "les mesures à prendre pour assurer les assiettes foncières pour l'ensemble de ces programmes de logement, toutes formules confondues y compris AADL3", lit-on dans le communiqué.

Lors de cette réunion, l'accent a été mis sur la nécessité d'entamer "de manière anticipée" l'élaboration des actes de propriété de ces assiettes, notamment celles des programmes de logement devant être inscrits au titre de la loi de finances 2025, à condition que cette opération se déroule périodiquement pour accompagner les projets inscrits au titre de chaque exercice.

A cette occasion, le ministre a remercié l'ensemble des cadres de son secteur pour "leurs efforts soutenus" ayant permis la distribution de 1,7 million d'unités de logement à fin 2024 au titre du précédent quinquennat, rappelant "le défi que le président de la République s'est engagé à relever, celui de la réalisation de 2 millions d'unités de logement",



a ajouté la même source. Dans un contexte connexe, il convient de noter que les autorités publiques ont lancé l'opération des inscriptions au programme AADL 3, ce qui a permis la souscription de plus de 1,4 million de souscripteurs sur la plateforme numérique, selon le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. Rappelant que la dernière opération de distribution de logements a été à l'occasion de la fête de l'indépendance coïncidant le 5

juillet de chaque année, où le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné le coup d'envoi de l'opération de distribution de 251.890 unités de logements, toutes formules confondues, à travers le territoire national. Le président de la République, avait par ailleurs, précisé qu'"aucun autre pays au monde ne peut rivaliser avec les chiffres de l'Algérie en matière de logement".

Youssef B.

## RENCONTRE CSJ ET LA BID

## Les perspectives d'une coopération mutuelle abordées



Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui a reçu, avant-hier à Alger, une délégation du groupe de la Banque islamique de développement (BID), dans le cadre des démarches du CSJ visant l'échange des expériences avec différentes instances et institutions régionales et internationales en lien avec la jeunesse, a indiqué un communiqué du Conseil. La rencontre a permis

d'évoquer "les voies et moyens de la coopération à travers les stratégies propres à chaque instance, ainsi que les exigences et les défis rencontrés pour atteindre leurs objectifs et auxquels le groupe de la BID peut apporter son soutien", a précisé le communiqué.

A cette occasion, M. Hidaoui a rappelé "les réformes engagées par l'Etat algérien pour placer le pays sur la voie d'une croissance économique reposant principale-

ment sur la dynamique de l'investissement dans les secteurs à valeur ajoutée pour les jeunes, à l'instar des start-up et de l'entrepreneuriat". De leur côté, les membres de la BID ont assuré "la disposition de leur institution à accompagner l'Algérie dans son programme de développement", rappelant les programmes de la Banque tendant à "soutenir ses pays membres, notamment les jeunes et la femme, à la lumière des récents développements sur la scène internationale". Les deux parties ont convenu "d'élaborer un programme de coopération pluridisciplinaire à travers la préparation d'une convention comportant notamment le développement des capacités des jeunes dans divers domaines et l'organisation d'activités communes entre les deux instances", en plus d'examiner "les moyens susceptibles de financer des projets qualitatifs au profit des jeunes algériens", a conclu la même source.

Y. B.

## LA CONJONCTURE

Par R. N.

### L'Algérie et le Niger se mettent d'accord pour accélérer la cadence du projet pétrolier de Kafra

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, avoir convenu avec son homologue nigérien, Sahabi Oumarou, d'accélérer la cadence du projet pétrolier du Bloc Kafra (nord du Niger), dirigé par «Sonatrach».

«Il a été convenu de fixer un calendrier précis pour le développement de ce champ afin d'accélérer la phase de mise en production effective», a déclaré M. Arkab à l'issue de sa rencontre avec le ministre nigérien du Pétrole au siège du ministère. Supervisé par Sonatrach, «ce champ important enregistre des résultats très encourageants», en passant à la deuxième phase de ce projet, à savoir «la finalisation de l'exploration pour entamer la phase d'exploitation», a ajouté le ministre. Les deux parties ont convenu également d'assurer toutes les facilités pour la réalisation dudit projet et la concrétisation des objectifs escomptés, a fait savoir M. Arkab. Le ministre nigérien du Pétrole avait entamé, samedi, une visite de travail en Algérie, dans le cadre de l'examen des voies et moyens de renforcer les relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, notamment les hydrocarbures. Cette visite fait suite à celle effectuée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, au Niger au mois d'août dernier. Arkab a annoncé, une réunion «prochaine» entre les ministres de l'Energie des trois pays concernés par le gazoduc transsaharien (Algérie, Niger, Nigeria), afin de s'enquérir du taux d'avancement de ce projet «stratégique». Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience qu'il a accordée au ministre du Pétrole de la République du Niger, M. Sahabi Oumarou, M. Arkab a précisé que «les deux parties sont convenues d'aller de l'avant pour concrétiser le projet du gazoduc transsaharien et de tenir une réunion ministérielle des trois pays concernés dans les plus brefs délais. La date et le lieu de cette rencontre seront fixés en accord avec le ministre du Pétrole du Nigeria». La concrétisation du projet a déjà commencé par des études techniques, et se poursuivra par des réunions du comité ministériel mixte et du comité technique pour s'enquérir du taux d'avancement du projet conformément aux objectifs tracés, a-t-il poursuivi. Evoquant les entretiens avec le ministre nigérien du Pétrole, M. Arkab a indiqué avoir convenu avec son homologue d'accompagner la société nigérienne de pétrole (Sonidep S.A) en matière de formation des cadres sur toute la chaîne du secteur des hydrocarbures, partant de l'exploration et de la prospection jusqu'à l'exploitation, la production, le transport et la commercialisation. Le ministre a, par ailleurs, exprimé la disposition de l'Algérie à accompagner le Niger dans le domaine de la pétrochimie, au vu de son expérience en la matière, notamment en ce qui concerne le raffinage du pétrole.

RÉALISER L'AUTOSUFFISANCE EN PRODUITS AGRICOLES

# Impératif d'augmenter la production et la productivité dans toutes les filières

**Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Hamid Bensaâd, a mis l'accent dimanche à Constantine sur la nécessité d'intensifier les efforts pour concrétiser la stratégie nationale visant à atteindre l'objectif de l'autosuffisance en produits agricoles.**

Dans son allocution d'ouverture de la 5<sup>ème</sup> édition du séminaire national de développement de la filière des céréales organisé pendant deux jours à l'université "frères Mentouri" (Constantine 1), le même responsable a souligné que la mise en place d'une stratégie nationale à court terme pour entamer la concrétisation de l'autosuffisance en certains produits agricoles et des objectifs tracés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune permettra "d'élargir les surfaces irriguées à plus d'un million hectares et de parvenir à l'autosuffisance en blé dur en 2025 et en maïs et orge en 2026". La conjugaison des efforts se fait par l'introduction des technologies modernes et l'association des experts, des professionnels et de l'université en tant qu'incubatrice de projets innovants en agriculture, a-t-il ajouté, relevant que la concrétisation de la sécurité alimentaire est un des

fondements de la souveraineté nationale et constitue un objectif stratégique pour le secteur agricole à travers l'augmentation de la production et de la productivité de toutes les filières agricoles pour répondre aux besoins alimentaires croissants des citoyens et apporter une valeur ajoutée pour l'économie nationale. "A partir de la saison agricole 2024-2025, les surfaces dédiées à la culture du maïs, du tournesol et des légumes secs seront augmentées", a-t-il ajouté, affirmant qu'une superficie de 3,069 millions hectares a été réservée aux céréales dont 1,043 million hectares pour le blé dur et 1,031 hectares pour l'orge avec la mobilisation pour cela quelque 4,2 millions quintaux de semences et 3,5 millions quintaux de fertilisants en vue de permettre aux agriculteurs d'entamer les labours semailles en toute aisance. Le même responsable a mis en exergue le soutien accordé par l'Etat aux agricul-



teurs par la fourniture de fertilisants, du matériel agricole et des variétés de semences adaptées pour chaque région. La première journée de cette rencontre, initiée par la Chambre nationale de l'agriculture (CNA) en coordination avec la Chambre de l'agriculture et la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Constantine, a été marquée par la présentation de plusieurs communications sur nombre de thèmes dont ceux de "repenser les cultures céréalières pour les développer" et "l'impact des changements climatiques sur la céréaliculture en Algérie".

Un salon dédié aux céréales regroupant 30 exposants organisé à cette occasion a été également ouvert par le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Hamid Bensaâd, le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, le président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, un représentant de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), des responsables locaux et des représentants de plusieurs entreprises du secteur.

Hamza B.

## PÉTROLE

### Les prix grimpent en raison des craintes liées au Moyen-Orient

Les prix du pétrole ont grimpé, hier, influencés par une hausse des inquiétudes concernant un potentiel trouble dans l'approvisionnement en provenance du Moyen-Orient, une région clé dans la production de pétrole. Les contrats à terme pour le Brent, avec livraison en novembre, ont augmenté de 16 cents, soit 0,22 %, pour atteindre 72,14 dollars le baril.

Quant aux contrats à terme du brut West Texas Intermediate (WTI), ils ont progressé de 8 cents, soit 0,12 %, à 68,26 dollars le baril.

La semaine dernière, le Brent avait chuté d'environ 3 %, tandis que le WTI avait reculé de près de 5 %.

Selon les observateurs, chaque événement de ce type accroît la prime de risque géopolitique sur les marchés pétroliers. Cependant, ils estiment que l'impact à long terme pourrait être limité, à moins d'une intervention militaire directe de l'Iran. Les analystes soulignent que même dans le cas d'une attaque iranienne contre l'entité sioniste, d'autres producteurs comme la Russie et l'Arabie saoudite seraient prêts à augmenter leur production pour compenser toute perturbation de l'offre.

L'Arabie saoudite, en particulier, dispose d'une marge de manœuvre considérable. Actuellement, le royaume produit environ 9 millions de barils par jour, bien en deçà de sa capacité maximale estimée à 12 millions. Cette flexibilité pourrait s'avérer cruciale pour stabiliser les marchés en cas d'escalade des tensions. Parallèlement à ces développements géopolitiques, le marché pétrolier fait face à des défis

structurels. Riadh, premier exportateur mondial de brut, semble prêt à adopter une nouvelle stratégie visant à reconquérir des parts de marché, même au prix d'une baisse temporaire des cours. Ce revirement marque une rupture avec sa politique antérieure qui visait à maintenir le prix du baril autour de 100 dollars.

#### LES PERSPECTIVES À MOYEN TERME SONT MITIGÉES

La décision de l'Arabie saoudite intervient dans un contexte où l'OPEP et d'autres grands producteurs dont la Russie, a réduit l'offre mondiale pendant plus d'un an pour stabiliser les prix. Mais malgré ces efforts, les cours n'ont pas retrouvé leurs niveaux antérieurs, reflétant les inquiétudes concernant un possible affaiblissement de la demande mondiale, notamment en Chine.

Les perspectives à moyen terme sont mitigées. Certains analystes prévoient une remontée du prix du Brent à 80 dollars le baril au quatrième trimestre 2024. D'autres institutions financières sont plus prudentes, citant une demande plus faible en Chine, des stocks mondiaux élevés et une production de schiste américaine en hausse. La banque américaine Morgan Stanley, par exemple, a revu à la baisse ses estimations, prévoyant désormais un prix moyen de 75 dollars le baril pour le Brent au dernier trimestre 2024.

A plus long terme, certains observateurs anticipent une possible surabondance de l'offre. Les prévisions de la multinationale des services financiers, Wells Fargo, tablent sur une augmentation de l'offre mondiale,

passant de 102,8 millions de barils par jour en 2024 à 104,8 millions en 2025. Cette hausse serait portée par les producteurs hors OPEP comme les États-Unis et le Brésil, ainsi que par l'assouplissement des réductions de l'OPEP+.

Dans ce contexte incertain, le marché pétrolier semble entrer dans une phase de volatilité accrue. L'équilibre entre l'offre et la demande sera déterminant pour l'évolution des prix. La stratégie plus agressive de l'Arabie saoudite en matière de parts de marché représente un pari risqué, tandis que la possibilité d'une surabondance de l'offre en 2025 inquiète les investisseurs.

Les fluctuations de la demande mondiale, particulièrement en Chine, ainsi que les décisions futures de l'OPEP+ seront scrutées de près dans les mois à venir. Bien que certains analystes prévoient une stabilisation des prix autour de 80 dollars à court terme, les projections à moyen terme pointent vers un marché excédentaire.

Certains institutions, comme Citi, vont jusqu'à prédire une chute du cours du Brent à environ 60 dollars le baril à l'horizon 2025. Face à ces perspectives, la décision de l'Arabie saoudite et de sept autres membres de l'accord OPEP+ d'accroître leur production à partir de décembre soulève des interrogations. Certains observateurs estiment que cette stratégie pourrait s'avérer contre-productive si le marché ne peut absorber cette offre supplémentaire, suggérant que les producteurs pourraient être amenés à revoir leur positionnement dans un avenir proche.

R. N.

#### CNMA ASSURANCE

### Des solutions innovantes au profit des entreprises industrielles

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a organisé, hier dans la wilaya de Bejaia, un séminaire sur l'assurance et la gestion des risques industriels à travers lequel elle s'est engagée à offrir des solutions innovantes pour un meilleur accompagnement des opérateurs économiques et de nouvelles polices d'assurance pour mieux accompagner les entreprises industrielles, indique un communiqué de la Caisse.

Centré autour du thème «assurance et gestion des risques industriels: solutions innovantes pour un meilleur accompagnement des opérateurs économiques», le séminaire renforce l'engagement de la CNMA «à établir une relation de proximité avec ses assurés et à les aider à naviguer à travers les défis quotidiens liés aux risques industriels», précise le communiqué.

Dans son intervention, le directeur des risques industriels à la CNMA, M. Rabah Mekircha a mis en avant l'importance de «comprendre les spécificités des entreprises locales pour leur offrir des solutions adaptées».

Il a dans cette optique affirmé que ces solutions passent par «une analyse approfondie des risques qu'ils soient matériels, humains ou immatériels».

La CNMA a relevé que la gestion des pertes d'exploitation est «un enjeu majeur» pour les entreprises, notamment celles situées dans la wilaya de Bejaia, et qui joue un rôle crucial dans le tissu industriel algérien.

«Les dommages matériels, qu'ils soient causés par des incendies, des bris de machines ou des cyberattaques, peuvent entraîner des pertes significatives, allant de la réduction des ventes à l'augmentation des coûts opérationnels», est-t-il souligné.

A l'occasion, plusieurs solutions innovantes, allant des outils numériques pour la gestion des sinistres aux nouvelles polices d'assurance adaptées aux besoins spécifiques des entreprises industrielles, ont été proposées aux opérateurs lors de ce séminaire, détaille la même source.

Ces solutions visent à «optimiser la protection des chaînes d'exploitation et à garantir une continuité d'activité, même en cas de sinistre majeur, renforçant ainsi la résilience de l'entreprise face aux aléas», appuie-t-on encore de même source.

Le communiqué souligne que les témoignages d'entreprises présentes lors du séminaire attestent de «l'impact positif» de leur collaboration avec la Caisse, tant sur la pérennité des activités que sur la capacité des entreprises à surmonter des crises.

H. B.

L'ÉNERGIE ÉTANT AU CŒUR DE LA SÉCURITÉ DES NATIONS

# Les facteurs déterminants du cours -pétrole/ gaz - 2025/2030/2050

PAR : ABDERRAHMANE MEHTOUL

**Cette présente contribution analyse les déterminants du prix du pétrole dont le cours le 30 septembre 2024 est de 67,55 dollars le Brent ( 63,90 euros ) et 68,08 le Wit (60, 80), une chute de près de 10 dollars par rapport au premier semestre 2024, et le prix de cession du gaz toujours bas, qui répond à d'autres critères du fait de la prépondérance des canalisations environ 65% du marché segmenté géographiquement, avec des contrats à moyen et long termes, entre août et septembre 2024, le prix a oscillé entre 34.317 et 40.731€/MWh durant le 4ème trimestre 2024, le prix du gaz sur le marché PEG étant de 37.924€/MWh et pour les contrats de l'année 2025, le cours du gaz au 27/09/2024 est de 37.489€/MWh.**

**J**e recense neuf facteurs qui déterminent à la fois à court et à moyen termes le cours de l'énergie., où aucun expert sérieux ne peut donner des prévisions au-delà de deux à trois ans

**Premièrement**, un facteurs d déterminant des prix de l'énergie ce sont les facteurs géostratégiques souvent imprévisibles : conflit en Ukraine qui a bouleversé toute la carte énergétique avec la décision du G7 plus l'Australie de plafonner le prix du pétrole par voie maritime à 60 dollars le baril et les dérivées à compter de février 2023, ainsi que la décision de la commission européenne de plafonner le prix du gaz à 180 dollars le mégawattheure, la Russie pour contourner les sanctions comme l'Iran se tournant vers l'Asie , remettant en cause la stratégie expansionniste russe avant ces conflits, à travers le North Stream et le South Stream d'une capacité de plus de 125 milliards de mètres cubes gazeux pour approvisionner l'Europe, étant passé de plus de 45% avant les tensions à 17% en 2023 et récemment le conflit au Moyen Orient , encore que pour ce dernier cas les bourses n'anticipent pas une baisse de la

production des grands producteurs de pétrole de la région comme l'Iran( ce dernier étant le deuxième réservoir mondial de gaz traditionnel , 32.100 milliards de mètres cubes gazeux après la Russie 37400) , l'Arabie Saoudite , les Émiraties et pour le gaz le Qatar troisième réservoir mondial de gaz 27400 milliards de mètres cubes gazeux (source www.sefe-energy.fr - réactualisation pour 2022).

**Deuxièmement**, la croissance de l'économie mondiale , notamment de la Chine , Inde, USA et Europe principales locatives de l'économie mondiale représentant plus de 60% du PIB mondial. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), bras économique de l'OCDE, a réduit ses prévisions de croissance de la demande de pétrole pour 2024-2025. ? un recul de 70 000 barils par jour (bpj), soit environ 7,2%, à 900 000 bpj, pour 2024 , PORTANT la demande à près de 1,03 million de barils/j.

**Troisièmement** , l'action de l'OPEP 33% de la production mondiale. treize membres de l'OPEP avec le rôle déterminant de l'Arabie Saoudite, sont l'Algérie, l'Angola, l'Arabie saoudite, le Congo, les Émirats arabes unis, le Gabon, la Guinée équatoriale, l'Iran, l'Irak, le Koweït, Libye, le Nigeria et le Venezuela et des 10 membres de l'OPEP+ plus de 50% de la production mondiale étant l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Brunéi, le Kazakhstan, la Malaisie, le Mexique, Oman, le Soudan, le Soudan Sud et la Russie principal acteur.

Quatrièmement, la stratégie des USA un des plus grand producteur mondial grâce au pétrole et gaz de schiste qui selon The Telegraph, devraient pénétrer fortement le marché mondial avec des quantités sans précédent de pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL) 30 projets sont en cours de réalisation, où du côté de l'offre, nous assistons à une hausse plus rapide que prévu de la production de pétrole (non conventionnel) qui a bouleversé toute la carte énergétique mondiale, étant passé de 5 millions de barils/jour de pétrole plus de 12 millions de barils jour en 2023. Les Etats-Unis, importateur par le passé, sont devenus le plus grand producteur de pétrole brut (tenant compte de la consommation intérieure) devant l'Arabie saoudite et la Russie, chacun produisant entre 9/11 millions de barils/j.

**Cinquièmement**, il faut prévoir le retour à terme, sur le marché de la Libye, sous réserve d'une stabilisation politique, des réserves de 42 milliards de barils de pétrole et plus de 1500 milliards de mètres cubes gazeux, pour une population ne dépassant pas 6,5 millions d'habitants, pouvant facilement produire plus de 2 millions de barils/jour; l'Irak, pouvant aller vers plus de 7 millions/jour et l'Iran, s'il y a accord sur le nucléaire ayant des



réserves de 160 milliards de barils de pétrole lui permettant d'exporter entre 4/5 millions de barils jour, sinon plus et possédant le deuxième réservoir de gaz traditionnel mondial, plus de 35 000 milliards de mètres cubes gazeux, derrière la Russie 45 000 et avant le Qatar 20 000.

**Sixièmement** , les nouvelles découvertes dans le monde en offshore où selon le bureau géologique (USGS), il y aurait 90 milliards de barils de pétrole à découvrir au-delà du cercle polaire arctique, la plupart étant situés en mer donnant 13 % du pétrole à découvrir et 30 % du gaz naturel et pour la méditerranée orientale selon le United States Geological Survey (USGS), les réserves du bassin méditerranéen oriental sont estimées à 122 mmc de gaz naturel et à 107 milliards de barils de pétrole brut., ainsi que les nouvelles découvertes en Afrique dont le Mozambique (plus de 4000 milliards de mètres cubes gazeux) et celles du Sénégal/Mauritanie notamment pour le gaz (projet Greater Tortue Ahmeyim (GTA).

**Septièmement**, les politiques monétaires des banques centrales notamment de la FED américaine et de la BCE européenne, dont les transactions, pétrole/gaz dépassent en valeur les 80% ainsi que l'évolution des cotations du dollar et l'euro, toute hausse ou baisse du dollar, pouvant entraîner un écart de 10/15% et les stocks américains et souvent oubliés les stocks chinois.

**Huitièmement**, les impacts entre 2025/2030/2050 des politiques de la transition énergétique seront déterminantes pour un nouveau modèle de consommation énergétique

mondial qui influe sur les prix des hydrocarbures transitionnels. Lors du 7e Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz, tenu à Alger du 29 février au 2 mars 2024 est une organisation dont les membres représentent 70% des réserves mondiales de gaz prouvées, plus de 40 % de la production commercialisée, 47% des exportations par gazoducs et plus de la moitié de la commercialisation du GN, il a été mis en relief que la structuration du Mix énergétique mondiale au 1er janvier 2023 est composée du pétrole 32%, du gaz naturel 24%, du charbon 27%, du nucléaire 3%, du renouvelable y compris l'énergie hydraulique 14%.

Cette structuration est appelée à évoluer entre 2030/2040/2050 avec une croissance du gaz qui représenterait plus de 30%, le pétrole 25% , le nucléaire 10%, l'hydraulique et les énergies renouvelables dans toute leur composante y compris l'hydrogène vert et bleu 35% et donc environ 60 à 65% de la consommation mondiale d'énergie sera constituée de la combinaison du gaz naturel, des énergies renouvelables l'Énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, la biomasse, la géothermie et le développement de l'hydrogène vert et bleu.

Comme conséquence, les investissements prévus dans le cadre de la transition énergétique USA/ Chine/Europe/Inde devraient dépasser les 4000 milliards de dollars et les grandes compagnies devraient réorienter progressivement leurs investissements dans ces segments rentables à terme, les industries de la vie pour reprendre l'expression de Jacques Attali. Les USA/Europe représentent actuellement plus

de 40% du PIB mondial qui dépasse le seuil des 100.000 milliards de dollars en 2023, pour une population inférieure à un milliard d'habitants. Et si les Chinois, les Indiens et les Africains avaient le même modèle de consommation énergétique, il faudrait cinq fois la planète

En conclusion, le contrôle de l'énergie est au cœur de la sécurité des Nations. Mais attention à l'euphorie de court terme pour les pays rentiers assis sur la rente des hydrocarbures qui peut être une malédiction ( syndrome hollandais) gaspillé dans des dépenses improductives, qui doivent se préparer à affronter de nouveaux défis face aux nombreux besoins de leurs populations , une véritable économie diversifiée dans le cadre des avantages comparatifs mondiaux, .car exporter les matières premières brutes ou semi brutes n'ont jamais fait le développement d'une Nation . Le monde de demain est à l'aube d'une profonde reconfiguration des relations internationales tant sur le plan géostratégique qu' économique où selon les prospectives, sous réserve 'une bonne gouvernance et de la valorisation du savoir, l'Afrique deviendra un continent majeur de la croissance de l'économie mondiale entre 2040/2050.. Pour l'Algérie, si le cours se maintient jusqu'au 31 décembre 2024 entre 70/72 dollars le baril , les recettes de Sonatrach qui ont été de 60 milliards de dollars en 2022, 50 en 2023 fluctuerait en 2024 entre 44/46 milliards en précisant que les dérivés d'hydrocarbures contenus dans la rubrique hors hydrocarbures pour 67% en 2023 subiraient également la baisse.

A. M.

## Baisser de rideau de la 19e édition des Rencontres cinématographiques de Béjaïa

Le rideau est tombé dimanche soir sur la 19e édition des Rencontres cinématographiques de Béjaïa, une édition qui n'a pas dérogé à la règle en portant à l'écran plus d'une trentaine de films, entre courts, moyens et longs métrages, choisis pour leur pertinence. A la clôture de cette édition, les cinéphiles ont admiré le film "Transient Happiness" (Le bonheur transitoire) du réalisateur irakien Sina Muhammed, sorti en 2023, retraçant le portrait pittoresque d'un couple âgé, écrasé par la rudesse de la vie et la charge de ses activités paysannes au point de négliger totalement ses rapports sentimentaux et affectifs. Sina Muhammed, qui a fait jouer des acteurs non professionnels choisis pour leur naturel et leur authenticité, en profite pour rendre compte de la réalité de la femme rurale en laissant sa caméra s'attarder sur les pénibilités de son héroïne, ployée par le travail incessant qu'elle livre du lever au coucher du soleil. En l'absence d'intrigues fortes, l'œuvre s'apparente, par moment, à un documentaire vivant sur la vie en campagne et son âpreté. Parmi les autres films de cette 19e édition figuraient notamment sept longs métrages, dont quelques uns, à l'instar de "Fantz Fanon" de Abdennour Zahzah, "Boualem zid el goudam" de Moussa Haddad, "Six pieds sur terre" de Karim Bensalah, ou encore "Ce n'est rien" de Merzak Allouache, ont conquis le public qui, pour la circonstance a battu tous les records de fréquentation, remplissant la salle de la cinémathèque à raz bord à chaque fois. Ainsi, durant six jours, l'événement s'est déroulé au pas de charge, variant projection de films, débats, tables rondes, master-class et workshops qui tous ont célébré la créativité et la diversité des sensibilités et des émotions. Même la musique a pris sa part d'animation, notamment à l'ouverture, avec Amazigh Kateb et Camélia Jordana qui ont improvisé un mini-concert qui a manifestement ravi. Durant la soirée de clôture, une bourse a été attribuée à un jeune scénariste, choisi sur la base d'un concours, auquel ont participé une quarantaine de candidats cinéastes débutants. Elle vise à aider le récipiendaire à réaliser son premier long métrage.

### JOURNÉE NATIONALE DE LA VULGARISATION AGRICOLE

#### Biskra accueille mardi les festivités officielles

La wilaya de Biskra accueille, aujourd'hui, les festivités officielles de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, célébrée cette année sous le thème "Entrepreneuriat et recherche: pour une agriculture efficace", a-t-on appris avant-hier auprès du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Le ministère a affirmé que le coup d'envoi des festivités de la 31e édition de la Journée nationale de la vulgarisation agricole célébrée le 1er octobre de chaque année, sera donné depuis la wilaya de Biskra, ajoutant que plusieurs activités et manifestations seront organisées à travers l'ensemble du territoire national, avec la participation des différents acteurs du secteur agricole.

Cette manifestation placée sous le patronage du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, coïncide avec le lancement de la saison agricole 2024-2025.

### CAS DE PALUDISME ET DE DIPHTÉRIE AU SUD

## La commission médicale à pied d'œuvre

**La commission médicale, dépêchée au Sud du pays, suite à l'apparition de cas de paludisme et de diphtérie, est à pied d'œuvre, a affirmé hier le Pr Kamel Sanhadji, président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire (ANSS).**

**"L**a commission médicale, dépêchée sur ordre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sud du pays, suite à l'apparition de



cas de diphtérie et de paludisme, est à pied d'œuvre", a déclaré le Pr Sanhadji sur les ondes de la Radio nationale. Il a précisé que cette commission, composée d'immunologues, épidémiologistes et paramédicaux, entre autres, "fera des recommandations pour la mise en place d'une annexe de l'Institut Pasteur

d'Algérie (IPA) au Sud du pays, et qui sera pourvue de l'équipement médical et de ressources humaines nécessaires pour analyser les prélèvements sur place et assurer la prise en charge thérapeutique des malades". Il sera question également de "renforcer les structures sanitaires existantes en moyens matériels et en

personnel soignant, notamment au niveau des wilayas les plus éloignées comme In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar où ces pathologies ont été signalées", a-t-il ajouté, tout en insistant sur une formation de qualité du corps médical. Le Pr Sanhadji a indiqué, en outre, que des avions cargos ont acheminé des médicaments adaptés au traitement des infections déclarées, précisant que la diphtérie est traitée par des antisérums, en plus de la vaccination. Le président de l'ANSS a expliqué, à ce propos, que les patients issus des pays subsahariens limitrophes "sont traités sur un pied d'égalité que les nationaux, conformément à une démarche humanitaire qui fait honneur à notre pays depuis son indépendance". Il a rappelé, à cet égard, que l'Algérie "a toujours vacciné en masse et dispose d'un programme qui lui a valu les félicitations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), permettant ainsi à notre population d'être sécurisée contre les grandes problématiques sanitaires".

### ALGER

## Belaribi s'enquiert des travaux de maintenance du stade "Ali Ammar" à Douera

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a effectué, hier, une visite d'inspection au stade Chahid Ali Ammar dit "Ali la Pointe" de Douera (Alger), où il s'est enquis de l'avancement des travaux de maintenance, a indiqué un communiqué du ministère. Cette visite intervient après l'identification, par les spécialistes et les techniciens, de

tous les points d'intervention, précise le communiqué. Par la suite, le ministre a présidé une réunion technique regroupant tous les intervenants et responsables des travaux de maintenance, notamment les représentants des bureaux d'études chargés du suivi des travaux du stade, l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC), l'entreprise de réalisation et le directeur des

équipements publics. Après avoir abordé et évalué tous les points concernés par la maintenance sur le plan financier, M. Belaribi "a ordonné de parachever tous les travaux liés aux dommages dans les plus brefs délais", poursuit la même source, ajoutant que le ministre effectuera une autre visite au stade une fois les travaux finalisés.

### TAMANRASSET

## L'importance de l'usage localement de la langue amazighe, dans sa variante targuie, soulignée par le SG du HCA

Le secrétaire général (SG) du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, a souligné, avant-hier à Tamanrasset, l'importance de l'usage de la langue amazighe, dans sa variante targuie en particulier, en tant que facteur de consolidation de l'unité nationale. S'exprimant à l'université Amenokal Hadj Moussa Akhamoukh, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, M. Assad a indiqué que le renforcement de l'usage de la langue amazighe "enrichit l'identité linguistique, facilite la communication, et préserve et consolide l'unité nationale", contribuant ainsi à "l'édification

d'une société et d'une Nation sûres". Assad a évoqué, dans ce contexte, les dernières recherches en sciences économiques qui ont démontré que "les sociétés jouissant d'une diversité culturelle sont plus enclines à la créativité et à la capacité à faire face aux multiples défis", ajoutant que "la sécurité sociale et identitaire est le socle de toute prospérité économique nécessaire à un environnement attractif de l'investissement et du développement, dans le cadre d'un projet civilisationnel national intégré". Poursuivant son intervention, le SG du HCA a salué le discours du Président de la République M. Abdelmadjid

Tebboune, et sa vision pour une Algérie triomphante, en vue de définir des perspectives prometteuses dans tous les domaines vitaux du pays, à l'instar de la consolidation des composantes de l'identité nationale, entière, telle que préservée et incluse dans la loi suprême de l'Etat (Constitution). Il a souligné, en outre, l'intérêt de "poursuivre le travail en vue de trouver les meilleurs moyens de valoriser le patrimoine immatériel amazigh, dans sa variante locale targuie". S'agissant du projet de dictionnaire propre à la variante targuie de la langue amazighe, M. Assad a annoncé "l'installation prochaine d'un groupe de travail spécialisé pour ce projet, encadré par des compétences locales, dont des universitaires, enseignants et étudiants en langue et culture amazighes de l'université de Tamanrasset, et soutenu par des linguistes et épistémologues". Une démarche qui sera, dit-il, accompagnée de "l'organisation d'une rencontre de formation en direction de ce groupe de travail, à l'effet de donner forme à ce projet selon les objectifs escomptés". Le SG du HCA a

visité, lors de sa tournée dans la wilaya, la bibliothèque de l'université de Tamanrasset et le département de langue amazighe, où il a mis en avant l'importante coordination avec la bibliothèque nationale, en vue d'échanger les données inhérentes aux publications en Tamazight. Il s'est également enquis, au niveau de l'école primaire "Amenokal Hadj Moussa Akhamoukh", des efforts déployés par l'Etat dans le cadre de la généralisation progressive de l'enseignement de la langue amazighe. Le programme du SG du HCA prévoit, en outre, la tenue d'une rencontre avec 53 enseignants de la langue amazighe, des trois paliers scolaires, en vue d'examiner les voies et moyens de perfectionnement de la didactique de la langue et l'adaptation de programmes d'enseignement en variante targuie, avant de procéder au lancement des activités des ateliers de lecture et écriture de la langue amazighe. Assad visitera lundi des sites et monuments archéologiques et touristiques au niveau du parc national culturel de l'Ahaggar.

MAROC

# Les réseaux de trafic de drogue sont dirigés par le Makhzen

**Le procès de responsables marocains dans l'affaire dite de « l'Escobar du désert », ainsi que les médias espagnols ont révélé l'implication de personnalités influentes du régime du Makhzen dans le trafic et la contrebande de drogue, les services de renseignement supervisant la contrebande de ces poisons dont les recettes sont utilisées pour servir les ambitions expansionnistes du régime et ses tentatives malveillantes d'altérer la stabilité des pays de la région, selon l'agence de presse SPSRASD.**

À la fin de l'année dernière, le scandale du réseau de contrebande de drogue « Escobar du désert », dirigé par Hajj Ahmed Ben Ibrahim, dit « Al-Mali », qui entretient un large réseau de relations avec des responsables du régime du Makhzen, a été révélé et a impliqué des personnalités politiques et sécuritaires de premier plan, ainsi que des hommes d'affaires et même des responsables sportifs.

Selon l'instruction du procès, qui a repris vendredi et a été reporté au 4 octobre, cette affaire n'est qu'une partie d'un réseau complexe et enchevêtré qui s'étend jusqu'aux armes du régime du Makhzen, qui ferme les yeux sur ces crimes.

L'affaire concerne 28 accusés, dont l'ancien président du Wydad Al-Bidawi, Said Nasser, et l'ancien parlementaire Abdelnabi Biaoui, qui ont été emprisonnés le 22 décembre 2023.

Samedi, l'équipe de défense des accusés a demandé la convocation du trafiquant de drogue international El Hadj



Mohamed Ben Ibrahim, qui est emprisonné depuis 2019, afin de le confronter aux accusés dans cette affaire, qui s'est déroulée sous des mesures de sécurité strictes.

Selon les médias locaux, « l'Escobar du désert » est une création du Makhzen, qui l'a transformé de berger en exportateur de voitures, puis en baron de la drogue et en parrain de la contrebande de cocaïne, soulignant qu'il bénéficie de la protection du Makhzen même des mandats d'arrêt lancés contre lui par la police internationale «Interpol».

Les partisans de ce scandale, qui documente l'implication du Makhzen dans l'inondation du monde avec des tonnes de drogue, ont souligné que ces procès sont « pro forma », notant que la justice du Makhzen a ouvert ce dossier au niveau de la supervision, après que la presse internationale ait révélé les détails de ce scandale intercontinental, en particulier avec l'existence de mandats d'arrêt internationaux. Dans un contexte connexe, le journal espagnol « El Independiente » a publié des fuites sérieuses d'un fonctionnaire du ministère marocain de l'Intérieur concernant l'implication de personnalités influentes du Makhzen et des services de renseignement marocains dans le trafic de drogue, y compris dans la partie occupée du Sahara occidental. Le fonctionnaire marocain, qui a refusé d'être identifié, a confirmé que « le renseignement militaire est celui qui supervise le dossier de la drogue, car ses profits sont considérés comme l'une des boîtes noires qui servent les politiques de l'État marocain au Sahara occidental, ainsi que dans ses conflits régionaux et ses calculs politiques internationaux ».

Le fonctionnaire a révélé

que la plupart des personnalités politiques marocaines au Sahara occidental financent leurs activités par le commerce et la vente de drogues, grâce à leurs liens avec les services de renseignement militaire.

L'argent généré par le trafic de drogue est également utilisé « pour corrompre les institutions et les politiciens en Europe, en Afrique et en Amérique latine pour soutenir la position marocaine sur le Sahara occidental ainsi que l'agenda du Maroc dans ses relations internationales », a-t-il ajouté.

Parmi les tactiques utilisées, « l'introduction de la drogue dans des cargaisons de pieuvre de la côte du Sahara occidental vers l'Espagne », a déclaré le responsable, ajoutant que « la drogue passe en Mauritanie à travers le commerce des légumes et des fruits ainsi que des matériaux industriels et des vêtements, et est ensuite transportée vers le port de Nouakchott et de là vers l'Europe et d'autres parties du monde ». « La complexité du réseau rend difficile sa détection par Interpol ou d'autres organismes », a-t-il ajouté.

La même source a également confirmé « la complicité de la classe dirigeante et l'implication des parlementaires dans la contrebande de drogue en établissant des petits groupes qui transportent des poisons blancs par mer ou par terre dans des voitures et à pied », alors que « des navires d'Amérique latine arrivent aux ports du Sahara occidental occupé chargés de cocaïne, et de là, ils sont transportés vers l'Europe ».

Le journal El Independiente a souligné que le témoignage de ce fonctionnaire marocain s'applique à l'affaire « Escobar du Sahara », dans laquelle des membres de l'élite politique et sportive marocaine, des

hommes d'affaires, des notaires et des policiers ont été impliqués dans le transport de centaines de tonnes de haschisch du Maroc vers l'Afrique du Nord et la région du Sahel.

Le même journal a cité l'officiel marocain qui a déclaré : « Dans ce complot, il est important d'avoir une bonne connaissance de la situation : « Dans ce complot, il est important de connaître les relations sociales entre l'un des conseillers du roi (Ali El Himma) et Haj Ibrahim, ajoutant qu'ils sont issus de la même tribu du nord du Mali et du centre du Maroc, et c'est cette relation qui a donné du pouvoir et de l'influence au Maroc à l'homme aujourd'hui détenu, qui détient des informations sur ses relations avec des personnalités de haut rang du régime marocain. »

MAURITANIE

## Les retraités à la rescousse de la filière française

Suite à des départs massifs à la retraite, intervenus ces dernières années, la filière française dans le fondamental et le secondaire souffre d'un véritable déficit.

Sur la base de ce constat, le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation nationale et de la Réforme du système éducatif, lance un appel à candidatures pour le recrutement de 80 professeurs, inspecteurs et instituteurs appelés à servir dans toutes les régions du pays, à la faveur d'un contrat, selon un communiqué de presse.

Les postulants peuvent déposer les demandes de candidature du 23 septembre au 04 octobre. La décision du gouvernement est justifiée « par le manque de professeurs de l'enseignement en langue française » justifiant le recrutement de fonctionnaires retraités, qui vont travailler sur la base d'un statut « de prestataires de services suivant plusieurs modalités. »

Les catégories éligibles, autorisées à postuler à l'appel d'offres sont « les retraités du corps des inspecteurs de l'enseignement secondaire, les retraités du corps des instituteurs spécialisés, ayant déjà officié dans l'enseignement secondaire ».

Toutes les régions du pays sont concernées par ce déficit de personnel enseignant dans la filière française : Hodh Oriental 10 postes, Hodh occidental 4 postes, Assaba 10 postes, Gorgol 3 postes, Brakna 7 postes, Trarza 11 postes, Adrar 6 postes, Nouadhibou 1 poste, Tagant 5 postes, Inchiri 1 poste, Nouakchott 22 postes, selon le communiqué du ministère.

RENFORCEMENT DES LIENS BANCAIRES

## La Tunisie et l'Égypte signent un protocole d'accord historique

La Banque centrale de Tunisie et la Banque centrale d'Égypte ont signé un protocole d'accord visant à renforcer leur coopération dans le secteur bancaire, en s'appuyant sur les relations exceptionnelles et les liens historiques entre les deux pays. Telle est l'annonce du communiqué de la BCT de la Tunisie.

Ce protocole a été signé par Fethi Zouhair Nouri, gouverneur de la Banque centrale de Tunisie et son homologue égyptien Hassan Abdallah. Et ce lors d'une cérémonie au siège de la Banque centrale d'Égypte, en présence des dirigeants des deux institutions.

Ainsi l'accord prévoit l'organisation d'ateliers, de formations et de conférences pour partager des connaissances techniques adaptées aux besoins des deux parties.

Par ailleurs, l'objectif de cet accord inclut la stabilité financière, les évolutions réglementaires et les politiques de change.

En outre, il inclut également des initiatives pour améliorer les systèmes de paiement, l'inclusion financière, et la gestion des liquidités.

Fethi Zouhair Nouri a ajouté que cet accord incarne la profondeur des relations historiques et fraternelles entre les deux peuples, marquant une nouvelle étape vers le renforcement des liens entre leurs institutions financières.

Ce protocole est considéré comme une avancée positive pour soutenir la coopération entre la Tunisie et l'Égypte, notamment dans le développement bancaire, surtout face aux exigences réglementaires internationales croissantes et à l'accélération de la numérisation dans le secteur.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE EN ALGÉRIE :

# Quelques regards sur les parcours alternatifs de l'agriculture de demain

Mohamed KHLATI (\*)

Sur le plan de la couverture des besoins alimentaires, la production nationale couvre à 75% les besoins de la population établissant les données du MADR en 2022, avec une certaine hétérogénéité en fonction des filières de production. En effet, la couverture en fruits et légumes frais est quasi-totale tandis que pour certains produits (blé tendre notamment, les huiles alimentaires (hors huile d'olive), les sucres et les poudres de lait), la dépendance demeure encore importante, et il en est de même pour les produits entrant dans la fabrication de l'alimentation du bétail (maïs et soja). Il est à relever à ce sujet que la facture des importations lors de la période (2015-2019) était en moyenne de 7,42 milliards de dollars US, consacrés aux produits alimentaires dont 57,8 %, sont destinés aux produits agro-industriels (blés dur et tendre, maïs, huiles alimentaires et résidus de soja) (MADR, 2021). Sur le plan alimentaire et en apport calorique, la ration par personne est de 3.343 calories en 2021, dépassant largement les besoins énergétiques recommandés par l'OMS (2.700 calories) observe la Fondation Friedrich Ebert Stiftung (2021) qui note par compartiment que les céréales et le lait occupent une place dominante dans le modèle de consommation. Avec leurs dérivés, ils sont l'épine dorsale du système alimentaire en Algérie auxquels faut-il ajouter l'huile, le sucre, la pomme de terre, l'oignon, la tomate et l'ail, l'ensemble représente des produits stratégiques dont certains continuent à être soutenus par l'État.

Par produit, les céréales qui assurent 59 % des apports en calories de la ration alimentaire et 70% des protéines occupent le 1<sup>er</sup> rang (39,22 %), les produits laitiers (20,6%), le sucre et sucreries (10%) et les huiles et corps gras (10%), estime la fondation. Globalement, la dépendance même si elle est relative vis-à-vis de l'étranger compte tenu des volumes des biens alimentaires importés, elle pèse néanmoins sur la balance commerciale agricole et l'économie nationale en général d'où s'érigent dans la sphère de la réflexion, deux questions majeures que pensons-nous, devraient constituer les défis lors des années à venir et qu'il va falloir étudier dès à présent :

" La première se traduit par le comment garantir des productions agricoles durables, au sens quantitatif et qualitatif, dans un contexte de changements climatiques accélérés et de raréfaction des ressources naturelles, si on considère l'existant (?)

" La seconde porte sur la capacité et les moyens à assurer à toute personne une alimentation suffisante, sûre et équilibrée en liaison avec une croissance démographique en ascension au cours des années à venir (?)

Cela suppose dans la logique des choses que de telles interrogations soient interdépendantes



posant, en vraie grandeur, la question de la capacité des politiques agricoles à garantir la production de denrées alimentaires sous pression des limites et des menaces sur les ressources naturelles et les tendances des dynamiques démographiques et leur évolution dans le temps et dans l'espace qui, ensemble, appellent à des études d'évaluation des besoins de consommation en fonction de la croissance de la population. L'expression de ces besoins définit dans les faits, les volumes d'importation des produits agricoles.

Ainsi et dans le fond de la pensée, l'enjeu majeur pour les politiques publiques en matière de développement agricole serait d'opter pour un modèle de croissance efficace et performant surtout, susceptible d'accroître la résilience des systèmes alimentaires, c'est-à-dire ceux englobant l'environnement, les acteurs, les intrants, les processus, les infrastructures et les institutions ainsi que l'ensemble des activités interdépendantes inhérentes à la production, la transformation, la distribution, la préparation, la consommation des denrées alimentaires, ainsi que les produits de ces activités notamment sur les plans socio-économique et environnemental.

En réponse, à un tel contexte, l'on réalise enfin que tout devra se construire sur la base d'études de prospective à la mesure des enjeux et des défis du futur, qu'il va falloir entamer aujourd'hui pour demain, car il ne serait plus permis de gérer le conjoncturel tout le temps, au sens où les prémices de l'évolution des choses au futur apparaissent déjà à l'ho-

rizon.

Ceci converge à considérer que les défis d'avenir seront sûrement rudes dans la mesure où la nature et le climat parfois hostiles laissent peu de marge à l'action et où les changements climatiques, la rareté des ressources, les processus de dégradation à l'image de l'érosion, de la désertification, de la déforestation, de l'engorgement et de la salinité seront autant de phénomènes à surmonter.

Au-delà, devront paraître à l'avenir d'autres challenges liés à la modernisation accrue des secteurs agricoles mondiaux poussés par l'évolution des sciences et techniques qui se pointent à l'horizon et qui suggèrent déjà au pays une réelle prise de conscience car les missions confiées à l'agriculture de demain seront non seulement de répondre aux besoins alimentaires d'une population en croissance, mais encore à exploiter rationnellement les ressources naturelles et s'adapter également aux normes internationales pour s'intégrer aux marchés mondiaux, d'une façon adaptée et intelligente.

Mieux encore, des problématiques du futur telles les systèmes alimentaires résilients, la durabilité des ressources y compris les ressources en eau, la riposte aux changements climatiques, l'agriculture intelligente, la préservation de la biodiversité et des écosystèmes, la sélection variétale, les ressources génétiques, l'usage des biotechnologies et la protection des patrimoines, la numérisation, les systèmes statistiques fiables et quelques autres encore devront

constituer autant d'axes s'inscrivant dans les logiques du développement agricole et rural durable.

Pour le moment, limitons-nous à certains éléments que l'on considère susceptibles de guider la vision et l'action, au cours des années à venir sur la base de politiques agricoles et rurales fondées sur une gestion efficace et efficiente des systèmes agraires avec leurs composantes et en corrélation avec les flux dynamiques de la population.

Dans le détail, nous essayons ci-après de résumer quelques unes des principales sources de préoccupations liées à l'agriculture et l'alimentation, et les perspectives pour s'assurer d'une sécurité alimentaire durable en Algérie dans un contexte des dynamiques démographiques et des tensions et menaces sur les ressources naturelles et les potentialités tout en s'adaptant aux changements climatiques et aux éventuelles contraintes socio-économiques.

## 2.1. Dynamiques démographiques

Dans les faits, la population algérienne ne cesse d'augmenter. Elle était selon les trois recensements généraux de la population et de l'habitat (RPGH) effectués successivement en 1987, 1998 et 2008. A ce sujet, il est établi qu'en 1987, la population était de 23,06 millions d'habitants ; de 29,11 millions en 1998 et de 34,08 millions en 2008. Alors qu'elle fut estimée à 44,6 millions de personnes en 2021 et devrait compter à l'horizon 2030, près de 51 millions d'individus et atteindrait 74 millions d'habi-

tants en 2050 d'après certaines projections de l'ONS.

Cette croissance démographique continuera de peser sur l'action sectorielle de l'agriculture, de l'alimentation et des ressources en eau notamment entraînant une demande alimentaire supplémentaire. Alors qu'en parallèle, la population urbaine s'est accentuée depuis 1987. Le taux d'urbanisation de la population totale représentait 49,7% en 1987; 58,3 % en 1998 et s'élevait à (65,94%) en 2008 et aurait été de l'ordre de 73% en 2020, selon certaines estimations. Dans ce contexte, il est considéré que l'urbanisation et la littoralisation de la population sont dans bien des cas, deux aspects d'un mouvement commun. C'est dire que l'extension des villes et des milieux urbanisés a des impacts sur les comportements alimentaires puisqu'elle transforme les régimes et les habitudes des populations qui abandonnent peu à peu leurs ressources alimentaires traditionnelles. A ce propos et à titre d'exemple, de multiples études montrent que l'urbanisation entraîne une consommation accrue des produits carnés et industrialisés, tirant vers la hausse la demande des produits céréaliers, oléagineux, protéagineux et fourragers pour pouvoir nourrir le bétail. Par conséquent, les principes de la diète traditionnelle seraient de moins en moins observés laissant place à une consommation basée sur des produits gras et sucrés d'où la nécessité d'envisager des programmes d'intensification des cultures pourvoyeuses de ces produits.

Suite en page 9

*Suite de la page 8*

Cependant, les conséquences de la transformation alimentaire se traduisent par l'augmentation des maladies de surcharge (hausse sensible de surpoids, diabète, pathologies cardio-vasculaires) qui auront un impact sur les coûts de la santé publique. Evidemment, un tel changement accroît aussi la facture alimentaire du pays. Ainsi, l'expansion des centres urbains et les activités économiques a d'autre incidences sur la sécurité alimentaire, puisqu'elle rogne également une partie des terres arables et réduit par conséquent le potentiel productif agricole. Pour illustrer les phénomènes d'urbanisation et de littoralisation, il est mentionné à travers les données de l'armature urbaine "RPGH,2008" éditée de l'ONS en matière d'évolution de la répartition de la population selon les trois grands ensembles de l'espace physique algérien que la structure spatiale de la population est polarisée sur le nord du pays en général et plus particulièrement sur "la bande littorale" qui borde la Méditerranée d'une largeur de 50 à 100 km d'est en ouest. En effet, cette bande littorale de 45.000 km<sup>2</sup> représentant 1,9 % du territoire abrite 36% de la population algérienne (274 hab/km<sup>2</sup>).

La seconde zone est celle du "Tell et steppe", qui s'enserre entre les deux chaînes de montagne de l'atlas tellien au nord et de l'atlas saharien au sud comprenant les hautes plaines constantinoises et les zones stepmiques de l'Ouest, d'une superficie de 255.000 km<sup>2</sup> et représentant selon l'armature 10,7 % du territoire et abrite près de 53% de la population totale soit une densité moyenne de 70,6 hab/km<sup>2</sup>.

La troisième zone est celle du "Sud", une vaste étendue d'une superficie de 2 millions de km<sup>2</sup>, représentant plus de 87% de l'ensemble du territoire, mais avec une population de 3,7 millions d'habitants en 2008 (10,9 % de la population totale). La densité de population y est très faible, soit 1,8 hab/km<sup>2</sup>. Globalement, l'armature urbaine fait noter que 9/10ème des algériens vivent dans le Nord du pays (du littoral à la limite nord de l'Atlas Saharien) sur un peu plus d'un dixième de la superficie du pays (12,6%). Cette tendance laisse prétendre à une réelle prise charge des aspects liés à la répartition de la population sur le territoire selon les données prospectives du schéma d'aménagement du territoire qui en fait, prend en compte en grande partie, les espaces agricoles et ruraux, les zones agroécologiques, les potentialités et leur possibilité d'évolution.

**2.2. Etat des potentialités agricoles :**

De prime abord, les statistiques disponibles à l'heure actuelle relèvent que la superficie totale agricole est de 44 millions d'hectares comprenant une superficie agricole utile (SAU) de 8,6 millions hectares (elle était de 6,75 millions hectares, en 1964), (BNEDER,2022) dont 5,8 millions hectares relevant du secteur privé et 2,8 millions hectares appartenant au domaine privé de l'Etat. Alors que les zones de pâturage présahariens (12,7 millions ha) et de parcours steppiques (20 millions ha) occupent ensemble 32,7 millions hectares. Les forêts et maquis s'étendent



sur 4,1 millions hectares et la nappe alfatière sur 2,8 millions hectares.

Les systèmes de production se répartissent dans la SAU, en terres labourables englobant des cultures herbacées sur une superficie de 4,58 millions hectares (10,4%), des terres au repos estimées à 2,96 millions hectares (6,7%) et des cultures permanentes constituées d'arboriculture sur 924.771 hectares (2,1%), le vignoble sur 69.319 ha (0,2%) et les prairies naturelles sur une surface de 4077 ha (BNEDER, 2022).

Sur le plan structurel, la production agricole est le fait de 1,274 millions exploitations agricoles en 2022 (MADR, 2022), soit un peu plus que celles annoncées, il y'a plus de deux décennies avant par le recensement général de l'agriculture (RGA), effectué en 2021 qui faisait état de l'existence de 1.023.799 exploitations agricoles dont 70% ont une superficie comprise entre 0,1 et 10 hectares représentant 25,4 % de la de surface agricole utile, 22,6% ont des exploitations comprises entre 10 et moins de 50 ha détiennent 51,8 % de la SAU totale.

Tandis que 1,9 % ont de "grandes" exploitations avec une superficie égale ou supérieure à 50 ha représentent 22,7 % de la SAU totale. Dans cette catégorie, les exploitations de 200 ha et plus occupent 5,4% de la SAU totale, ne représentant que 0,1% du nombre total des exploitations (RGA).

Convient-il de souligner que la petite taille des exploitations constatée est souvent avancée comme argument pour expliquer leur faible rentabilité. Cet état de fait suggère une nouvelle approche permettant à ces exploitations d'accroître l'investissement et la rentabilité en vue d'accroître leurs productivités.

En termes de potentialités agricoles, seul 4% du territoire national correspond à la zone tellienne humide et subhumide renfermant l'essentiel des terres fertiles, 9% correspondent aux zones des hautes plaines et celles de steppe à climat semi arides à arides. Le reste du territoire est occupé par le Sahara (87%). L'on confirme cependant que 34% des terres sont localisées dans la

zone tellienne représentant l'essentiel du potentiel agricole de valeur du pays et 66% de la SAU est localisée dans les zones semi-arides.

Encore que seul 3,3 % de la surface agricole totale est réservé aux superficies irriguées à forte intensité productive et que la part de la SAU par habitant est en réduction continue ayant passé de 0,58 hectare en 1964 à 0,20 hectares en 2020 (BNEDER, 2022). En concomitance, on relève que la population s'est multiplié presque par 4 fois depuis 1964 passant de 12,18 millions en à 44,6 millions d'habitants en 2021.

L'accroissement démographique devra constituer ainsi une autre pression sur les ressources naturelles et sur le potentiel agricole déjà réduit ; ce qui suggère en filigrane, l'extension des superficies agricoles d'une part et des approches visant la répartition de la population à travers tout le territoire sur la base du schéma national d'aménagement du territoire. Le programme de mise en valeur des terres trouve ainsi et ici, toute sa signification et son importance.

**2.3. Les ressources en eau d'irrigation :**

L'intensification agricole se fait beaucoup par un accès de plus en plus massif à l'irrigation. Les instances internationales alertent régulièrement sur l'avancée des déserts et le recul des ressources en eau et plus encore en eau potable facilement accessible. La situation de stress hydrique est beaucoup plus marquée surtout lorsqu'on sait déjà que le pays se trouve dans une zone pauvre en ressources hydriques.

L'eau étant une ressource vitale est limitée eu égard aux besoins croissants du pays, aux concurrences d'usage importants entre villes et campagnes et entre secteurs économiques (agriculture et industrie), à la diminution des capacités de stockage des barrages du fait des problèmes d'envasement liés à l'érosion hydrique des bassins versants et aux problèmes de dégradation liés à des pollutions d'origine industrielle, urbaine, voire agricole dans les bassins de production intensifs.

Dans le pays et en l'état actuel des connaissances, les ressources en eau superficielles et souterraines sont estimées globalement à 19 milliards de m<sup>3</sup> dont le secteur agricole utilise quelque 70% destiné à l'irrigation (Ministère des ressources en eau-2021), pour une superficie irriguée estimée en 2022 à 1,470 millions hectares. (MADR, 2022).

Dans ce cadre, le volume disponible pour l'agriculture oscillerait, en année humide, dans une fourchette de 11,7 et 13,7 milliards de m<sup>3</sup>/an. En année sèche, le volume disponible pour l'agriculture est de 9,6 à 11,6 milliards m<sup>3</sup>/an, soit un déficit de 2 milliards de m<sup>3</sup> par rapport à l'année moyenne (-20%). Enfin, les données disponibles font état de l'utilisation des ressources en eau à hauteur de 70% par le domaine de l'agriculture. Par ailleurs, plusieurs sources notent déjà que 90% des écoulements se trouvent concentrés dans l'étroite bande littorale (5,2% du territoire). Le reste, soit 10% concerne les bassins fermés des hautes plaines et ceux du flanc méridional de l'Atlas saharien (moins de 6% du territoire). Le déficit hydrique s'observe également à l'échelle de la diminution des précipitations et du total des potentialités hydriques (eaux de surface et souterraines) avec parfois un faible taux de mobilisation des eaux de surface. Alors que sur quelques 4,2 milliards m<sup>3</sup> prélevés, 78% se font à partir de puits et forages dans le cadre de la petite et moyenne hydraulique (PMH).

Cependant, l'estimation des incidences dues aux changements climatiques prévoyait déjà quelques années avant, un volume d'eau mobilisable pour 2020 à la limite des besoins pour un scénario moyen d'augmentation des températures de 0,5°C et une baisse des précipitations de 10%.

Dans le Sud du pays dispose de deux grandes nappes. La première est celle du continental intercalaire (CI) qui renferme 20.000 milliards de m<sup>3</sup> d'eau et la seconde nappe est constituée par le complexe terminal (CT) qui contient 11.000 milliards de m<sup>3</sup> supplémentaires outre les eaux pluviales et les ruissellements qui s'infiltreront directement

dans le continental intercalaire, soit un milliard de m<sup>3</sup> d'eau (CDARS, 2020).

Au total, l'aquifère du Sahara septentrional s'étend sur plus d'un million de km<sup>2</sup> et recèle environ 31.000 milliards m<sup>3</sup> d'eau. Le potentiel exploitable en ressource hydriques est estimé par le modèle numérique du Système Aquifère Sahara Septentrionale (SASS), à 6,1 milliards de m<sup>3</sup> à l'horizon 2050, avec un potentiel important en énergies renouvelables, solaire, éolienne, géothermique et nappes aquifères chaudes de l'Albien (CDARS, 2020).

Les ressources en eau superficielles renouvelables internes sont estimées à 10 milliards de m<sup>3</sup>/an pour l'ensemble du pays. Alors que les ressources en eau souterraine renouvelable contenues dans les nappes du nord du pays sont d'environ 2 milliards de m<sup>3</sup>/an, alimentées irrégulièrement par les précipitations.

**2.4. Réduire les dégradations et préserver les sols :**

Le sol est une ressource essentielle à la production agricole. Les conditions d'une agriculture viable repose donc en grande partie sur la gestion durable de ce potentiel. Or le constat se singularise aujourd'hui par une certaine intensité de dégradation des sols (érosion, salinisation, désertification et pollution) liée aux conditions pédoclimatiques et aux pratiques agricoles.

La prise en charge de ces préoccupations impliquent une meilleure connaissance des mécanismes mis en jeu et des pratiques culturales permettant d'améliorer la gestion des sols pour des utilisations agraires altérant au minimum sa composition, sa structure et sa biodiversité naturelle.

A ce sujet et dans les milieux agronomiques, on fit noter que la monoculture et l'agriculture intensive ont un impact sur les sols, en appauvrissant sa diversité et les nutriments que la terre contient. Ce type d'agriculture dépend d'un fort apport extérieur (intrants, mines d'azote, etc.) qui n'est pas éternel d'où se pose la question du mode de production à favoriser pour garantir une alimentation durable.

*À suivre*

EL MOUDJAHID

OMAR CHAÂLAL, PROFESSEUR DE CHIMIE À L'UNIVERSITÉ D'ABU DHABI :

# «Nous devons cesser de parler de la fuite des cerveaux»

À plusieurs reprises, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a insisté sur la nécessité de faciliter les choses, pour assurer le retour de nos compétences de l'étranger.

Éminent chercheur et spécialiste de génie chimique, le Pr Omar Chaâlal explique que c'est le contact avec les autres esprits qui fait la force de la recherche scientifique et estime que la fuite des cerveaux peut être considérée comme un faux débat, estimant que ces mêmes cerveaux servent comme véhicules qui transfèrent la connaissance vers leur pays d'origine.

**El Moudjahid :** La question de la fuite des cerveaux se pose avec acuité. D'ailleurs, vous êtes la parfaite illustration de nos éminents scientifiques partis faire le bonheur sous d'autres cieux. Où se situe le problème ?

**Omar Chaâlal :** Je ne suis pas un éminent scientifique. Je suis tout simplement une personne qui aime la science. J'enseigne des sujets de technologie et j'ai une vie académique normale. Mon cas est un peu exceptionnel. Je suis rentré des Etat-Unis, j'étais affecté à Oran. J'ai été reçu à cette époque par le doyen de la Faculté des sciences. Dès le premier jour, il me demande l'équivalence de mes diplômes américains. Il me dit clairement : «Nous n'avons pas de logement pour vous. Vous allez vous débrouiller par vous-mêmes». Je suis retourné dans mon petit patelin en chômage technique. A cette époque, le centre universitaire de Tiaret venait d'ouvrir ses portes. Sa directrice, Mme Kebir, une dame qui connaissait la valeur de la science et de l'éducation, m'a accepté comme professeur. J'ai enseigné plus de 14 ans jusqu'en 1995. Mon salaire ne dépassait pas 14 000 DA. Lors de la décennie noire, et devant les menaces de



mort que nous recevions chaque jour, j'ai décidé de quitter l'Algérie. Mais attention, je n'ai jamais oublié mon pays. J'ai toujours été présent pour les événements scientifiques et autres réunions organisées par diverses institutions.

**Vous dites que vous n'avez jamais coupé les ponts, mais vous incarnez quand même ce qu'on appelle la fuite des cerveaux dont l'Algérie a énormément souffert. Comment expliquer la chose ?**

Vous dites fuite des cerveaux, mais je ne l'appelle pas ainsi. Pour moi, cela est une bonne prise de conscience et signe de bonne santé des cerveaux de notre jeunesse. Nous devons cesser de parler de la fuite de cerveaux. Ces cerveaux vont servir comme véhicules qui transfèrent la connaissance vers leur pays d'origine. En ce moment, nos universités sont isolées du monde. Partout dans le monde, un pourcentage d'enseignants doit être d'une autre culture. C'est le contact avec d'autres esprits qui fait la force de la recherche scientifique. Dans les années 1970 et 1980, nous avions des étrangers qui enseignaient chez nous, de plusieurs nationalités y compris des Occidentaux. Même les pays développés recrutent des cerveaux étrangers pour avoir un esprit ouvert et organisé. La science nous enseigne qu'un système clos est un système qui va vers le désordre. Prenons l'exemple de la Chine.

Zhu Xue Hui nous informe qu'au début des années 1980, il y avait en Chine un mythe des «études à l'étranger». Deux décennies plus tard, la vague continue de monter, mais tout a changé du point de vue de l'âge, des objectifs, des motivations, des attitudes, de l'expérience personnelle, des attentes. Pour nombre de Chinois, étudier à l'étranger, c'est non un rêve impossible, mais un projet à réaliser. C'est ce rêve qui a fait de la Chine la première puissance économique aujourd'hui. D'après Sheng Zhou Xue Ren, le British Council en Chine a joué ici un rôle essentiel. Depuis qu'il a ouvert son premier service de British Education, en 1999, les Chinois sont passés de la 12ème à la première place en six ans. Un étudiant étranger en Grande-Bretagne sur six est aujourd'hui chinois. D'après, Sheng Zhou Xue Ren, le British Council estime que le nombre d'étudiants chinois au Royaume-Uni va augmenter de 15% chaque année au cours de la décennie à venir. Il y a comme une illusion par rapport aux paradigmes de la recherche en Algérie.

**N'estimez-vous pas qu'il y ait comme une dissonance entre les études scientifiques et la réalité sociale ?**

Je commence par une citation d'Einstein : «La théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne. La pratique, c'est quand tout fonctionne et que per-

sonne ne sait pourquoi. Ici, nous avons réuni théorie et pratique mais rien ne fonctionne, et personne ne sait pourquoi !». Partant de l'idée que la connaissance a une histoire, je vois que la pensée humaine dépend des connaissances obtenues pour se définir et chaque génération hérite d'un savoir transmis au moyen duquel son rapport au monde est résolu. Donc, le savoir, c'est-à-dire la science, doit être en concordance avec la réalité de la société où le chercheur vit. Qui dit savoir et recherche scientifique, dit pensée. Ce savoir doit être transmis suivant un modèle scientifique qui met en évidence l'image du train de vie quotidien des individus dans l'environnement du chercheur.

**Se retrouve-t-on, dès lors, dans l'impératif de l'interdisciplinarité ?**

Les façons de penser et de faire de la science et de contribuer aux sciences, en général, doivent refléter l'image de la société. Mais quand les chercheurs en sociologie ne lisent plus les historiens, les linguistes, les anthropologues, les géographes, les psychologues et autres économistes, ils perdent la connexion qui existe entre la réalité de leur société et leur mission dans cette société. Certes, ils font de la recherche pour progresser dans leur carrière académique, mais à la fin de cette carrière, ils découvriront que leur travail n'est pas la réalité qu'attend d'eux leur société. A ce moment précis, ils regrettent d'avoir oublié leur vraie mission dans la société. J'ai peur de dire que cette image de chercheur dans les sciences humaines s'accroche sur nos murs. Sommes-nous clairement dans une forme de capitalisme du savoir ? Malheureusement, aucun Africain ne peut se permettre de publier dans la revue Nature même s'il possède le cerveau d'Einstein. Aujourd'hui, la science est disponible partout, mais son accès est payant. Les universités payent les organisations telle que Elsevier pour que les professeurs et les étudiants chercheurs accèdent à l'information scientifique. Pour

publier dans la revue Nature par exemple, il faut payer 9 500 euros. De là, je peux dire que la science est devenue un grand business dans les mains des multinationales. En Europe, on parle du plan «S» qui veut rendre immédiatement accessible, et sans frais pour les lecteurs, la recherche scientifique financée par ses organisations. Normalement le plan «S» prévoit que les travaux des scientifiques qui ont reçu un financement d'un membre de la «Coalition S» doivent être accessibles en ligne gratuitement et immédiatement dès leur publication (open access). Mais mon cher interviewer, quand l'argent ne brille, personne ne sait comment œuvrer à démocratiser le savoir et partager les avancées de la recherche. Des chercheurs indépendants déplorent le fait que la recherche scientifique en Algérie reste clôturée dans les laboratoires, séminaires et autres manifestations à l'intérieur des enceintes universitaires et n'inclut pas des acteurs externes.

**Par quel mécanisme l'Académie pourra-t-elle créer une synergie académique ?**

Vous dites chercheurs indépendants. Je n'ai jamais eu affaire à un chercheur indépendant. Dans ma vie, j'ai toujours eu affaire à des chercheurs dans les organisations. Une organisation peut être une université, un ministère ou une entreprise. Normalement, toute entreprise a une direction recherche et développement. La Sonatrach a une direction de recherche et développement, mais malheureusement les laboratoires de Boumerdès se limitent au contrôle de qualité des produits pétroliers. On ne peut pas parler d'innovation dans une entreprise quand l'unité de recherche et développement est absente. La direction de recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur fut longtemps gérée par une seule personne. Cette personne était préoccupée par la politique et non la recherche.

L'EXPRESSION

CADRE DE VIE ET CITOYENNETÉ

## Merad tance les walis

Les walis devront désormais répondre de leur gestion, sous peine de sanctions. C'est la fin de la récréation. Le bien-être des citoyens doit passer avant tout ! C'est avec cette conviction, inscrite dans son engagement sur l'«honneur» que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aborde son second mandat. Dès le début de ce nouveau chapitre à la tête de l'État, il a appelé les walis, véritables acteurs de terrain, à se joindre à lui dans cette mission cruciale : améliorer la qualité de vie des citoyens. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a, samedi dernier, accentué cette pression en rappelant à ces commis de l'État leurs devoirs envers la population. Lors de l'ouverture de la nouvelle année de formation à l'École nationale d'administration (ENA), en présence des walis, Merad a improvisé une réunion pour marteler les priorités du gouvernement. Sans mâcher ses

mots, l'ancien directeur de campagne du président Tebboune a mis en garde ces représentants de l'État : le rôle qu'ils jouent dans la prise en charge des préoccupations des citoyens est fondamental, et leur gestion doit être à la hauteur des attentes. «Conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune», a-t-il rappelé avec insistance, soulignant le changement de mentalité attendu. Depuis 2019, Tebboune s'est lancé dans une guerre contre la bureaucratie, véritable frein au développement du pays. Et bien que des progrès aient été réalisés, notamment à travers la dématérialisation de certains services publics, il reste encore de nombreux chantiers ouverts. La «guerre» contre l'inertie administrative est loin d'être gagnée, et c'est justement cette bataille que Merad a rappelée aux walis : ceux-ci ne doivent plus se contenter de gérer leurs prérogatives de manière administrative, ils doivent désormais devenir de véritables mana-

gers. Le ministre a ainsi mis en lumière des problèmes persistants qui empoisonnent le quotidien des citoyens. Il a notamment cité l'état déplorable de l'environnement dans certaines communes. La colère du ministre de l'Intérieur est justifiée. Beaucoup de choses ont été faites par les hautes autorités du pays, mais on trouve souvent des décisions qui se heurtent au «bon vouloir» des autorités locales. Ce qui fait que l'on trouve des «zones d'ombre» même dans la capitale, comme c'est le cas dans l'une des communes les plus riches du pays en l'occurrence Rouiba. En plein centre-ville, une cité en ruine, connue sous le nom de SDI, illustre parfaitement les défaillances de la gestion locale. Ici, des habitants vivent sous des toits qui fuient, alors qu'un oued nauséabond, infesté de moustiques, coule à quelques mètres. Les moustiques qui y menacent la santé des citoyens, au moment où le paludisme a fait son apparition dans le sud du pays. Ces dysfonctionnements

contrastent fortement avec la gestion exemplaire de certaines régions moins bien dotées financièrement. Dans des collectivités plus modestes, c'est souvent l'ingéniosité des responsables locaux qui permet d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Ces exemples, soulignent l'importance d'une gestion locale proactive, rappelant qu'aucune excuse ne saurait justifier les manquements dans les régions plus riches. Merad ne s'est pas limité à un simple état des lieux. Il a aussi préparé les walis aux défis à venir, notamment en vue des risques climatiques liés à l'automne et à l'hiver. «Il est impératif de prendre toutes les mesures pour protéger les citoyens et leurs biens», a-t-il insisté, appelant à renforcer la vigilance sanitaire et à intensifier le travail de terrain. La priorité doit être donnée à la garantie des infrastructures publiques essentielles, notamment en matière de sécurité, d'accès à l'eau potable et d'assainissement.

## AGRESSION SIONISTE

# Les conditions sanitaires et de vie à Ghaza sont inhumaines

**L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a déclaré que les conditions sanitaires et de vie à Ghaza sont inhumaines.**

Elle a écrit sur « X » : « Des montagnes de déchets s'accumulent dans les zones centrales de Gaza tandis que les eaux usées s'écoulent dans les rues. Les familles n'ont d'autre choix que de vivre à côté des déchets accumulés, exposées à la puanteur et à la menace d'une catastrophe sanitaire imminente ». Sioniste poursuit son offensive brutale contre la bande de Gaza depuis le 7 octobre dernier, tuant près de 41 600 personnes, principalement des femmes et des enfants, et en blessant plus de 96 200 autres, selon les autorités sanitaires locales.

## PLUS DE 177 000 FEMMES EXPOSÉES À DES RISQUES SANITAIRES MORTELS

L'agence ONU Femmes a déclaré que plus de 177 000 femmes sont confrontées à des risques sanitaires potentiellement mortels dans la bande de Ghaza, où l'armée sioniste mène une guerre génocidaire depuis le 7 octobre 2023. Dans un rapport publié dimanche, ONU Femmes estime que "plus de 177 000 femmes sont confrontées à des risques sanitaires potentiellement mortels, dont 162 000 souffrent ou risquent de développer des maladies non transmissibles (MNT) comme le diabète, le cancer et les maladies cardiovasculaires ou l'hypertension, et 15 000 femmes enceintes sont au bord de la famine". Le même document montre que "les femmes enceintes et allaitantes sont confrontées à de graves complications et souffrent d'infections, d'anémie et d'hypertension. Environ 68 % des femmes enceintes interrogées ont souffert d'infections des voies urinaires, d'anémie, de saignements ou d'hémorragies". "Trop de femmes à Ghaza risquent de mourir de complications médicales après des mois sans aucun médicament, un accès limité aux soins et l'absence de traitement pour des maladies graves comme le diabète ou le cancer. Il est impératif que nous agissions rapidement pour sauver leurs vies. Un cessez-le-feu immédiat et durable, la fourniture d'une aide humanitaire et l'accès aux médicaments et aux services de santé dans toute la bande de Ghaza sont essentiels pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation", a déclaré Moez Doraid, directeur régional d'ONU Femmes.

## LES ATTAQUES SIONISTES DÉTRUISENT LA VIE DES ENFANTS AUX BESOINS SPÉCIFIQUES



Les attaques de l'entité sioniste et le blocus illégal contre Ghaza ont infligé de profonds traumatismes et souffrances aux enfants palestiniens, en particulier ceux ayant des besoins spécifiques, a souligné l'ONG Human Rights Watch (HRW) dans un rapport, publié hier. Le rapport de 83 pages, montre que les enfants souffrant de handicaps à Ghaza sont confrontés à "une situation sécuritaire précaire et à des difficultés supplémentaires alors qu'ils s'efforcent de se conformer aux ordres d'évacuation fréquents". "Les attaques illégales et le refus d'aide (de l'armée sioniste) blessent et traumatisent les Palestiniens dans toute la bande de Ghaza, mais les enfants handicapés sont confrontés à des menaces croissantes pour leur vie et leur sécurité", a déclaré Emina Cerimovic, directrice adjointe de la division Droits des personnes handicapées à HRW. Pour ce rapport, HRW a interrogé 20 membres de familles d'enfants handicapés, un enfant handicapé et 13 travailleurs médicaux et humanitaires. Human Rights Watch a examiné les dossiers médicaux de plusieurs enfants handicapés et plus de 50 vidéos et photographies montrant les conséquences des attaques documentées dans ce rapport. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a signalé que des milliers d'enfants de Ghaza sont devenus handicapés à la suite de blessures causées par des armes explosives depuis le 7 octobre 2023. Avant cette date, 98 000 enfants de Ghaza étaient déjà handicapés. Le document relève que le blocus imposé (par l'occupation) à Ghaza, les restrictions à l'aide humanitaire, notamment aux médicaments et aux fournitures médicales, et les restrictions sévères imposées aux personnes autorisées à quitter Ghaza pour se faire soigner sont "particulièrement préjudiciables" aux enfants, notamment aux enfants handicapés. Les enfants handicapés qui ont besoin d'un régime alimentaire spécifique sont particulièrement exposés au risque de malnutrition et de famine. Les restric-

tions imposées (par l'occupation) sur l'approvisionnement en eau et la destruction des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Ghaza affectent de manière disproportionnée les enfants handicapés.

Les autorités d'occupation "doivent prendre des mesures immédiates pour mettre un terme aux décès, aux blessures et aux souffrances injustifiées des enfants, en particulier des enfants handicapés", a déclaré Cerimovic. La responsable conclut en appelant les gouvernements à adopter de toute urgence des mesures pour faire pression sur l'entité sioniste afin qu'elle respecte ses obligations légales pour empêcher de nouvelles atrocités et pour garantir le respect des droits des enfants handicapés et de tous les autres.

## "IL N'Y AURA PAS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT SANS LA CRÉATION D'UN ETAT PALESTINIEN"

L'ancien Premier ministre français Dominique de Villepin (2005-2007) a affirmé, samedi, qu'il "n'y aura pas de paix" dans la région du Moyen-Orient, sans "la création d'un Etat palestinien". De Villepin s'exprimait à l'occasion d'une interview télévisée diffusée sur TV5 Monde et dont des extraits ont été partagés sur son compte "X", samedi. "En 1948, il y a un peuple qui a été privé de sa terre. 700 mille Palestiniens ont dû partir. Et cette injustice-là c'est celle qui est encore à l'œuvre", a rappelé l'ancien Premier ministre français, expliquant que cette injustice est défendue par l'Iran, lui permettant de jouer le rôle de leader de la cause palestinienne. De Villepin a jeté la responsabilité de cette situation sur la communauté internationale. "Cette plaie-là, la communauté internationale doit la refermer. Et il n'y aura pas de paix dans cette région", a-t-il soutenu. "Les Nations unies ont été créées dans la même période que l'Etat d'Israël (...) Donc nous avons tous une responsabilité particulière vis-à-vis de ce qui se passe dans cette région. Nous devons corriger cette injustice (...) par la création d'un Etat palestinien", a-

t-il plaidé. Ces déclarations de l'ancien Premier ministre français interviennent dans un contexte de tensions accrues dans la région du Moyen-Orient.

## "ON NOUS AVAIT PROMIS UN Cessez-le-feu À GHAZA SI L'ON NE RÉAGISSAIT PAS À L'ASSASSINAT DE HANIYEH"

Le président iranien Masoud Pezeshkian a déclaré que les dirigeants américains et européens lui avaient promis de déclarer un cessez-le-feu à Ghaza si l'Iran ne réagissait pas à l'assassinat du chef du bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh, mais qu'ils n'avaient pas tenu leur promesse. Selon la télévision d'État iranienne, Pezeshkian s'est exprimé lors de la réunion du Conseil des ministres qui s'est tenue avant-hier soir. Faisant référence à l'agression sioniste dans la région et à ses soutiens occidentaux, Pezeshkian a déclaré : "Les crimes du régime sioniste sont inacceptables et ne resteront pas sans réponse". Et d'ajouter : "Les déclarations des dirigeants des États-Unis et des pays européens, qui ont promis un cessez-le-feu en échange de la non-réponse de l'Iran à l'assassinat du martyr Haniyeh, sont totalement mensongères. Donner une chance à ces criminels ne fera que les encourager à commettre d'autres crimes". Alors que les déclarations du président iranien ont suscité la controverse dans le pays, un groupe s'est rassemblé devant le bâtiment du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran dans la nuit, exigeant une réponse des autorités à ces déclarations. L'Iran avait décidé de riposter contre les sionistes après l'assassinat du chef du Hamas, Ismail Haniyeh, dans la capitale Téhéran, le 31 juillet. À l'époque, des allégations ont été formulées selon lesquelles Téhéran renoncerait à son intention d'attaquer en échange d'une cessation permanente des attaques israéliennes à Gaza. L'administration de Téhéran, quant à elle, a déclaré que "la décision de punir l'entité sioniste, qui menace sa souveraineté nationale par son agression, et les efforts de ces-

sez-le-feu à Gaza sont des questions distinctes, mais ils espèrent ne pas nuire au processus de cessez-le-feu".

## LES APPELS AU Cessez-le-feu AU LIBAN "RESTITUENT LETTRE MORTE"

La coordonnatrice spéciale des Nations Unies au Liban, Jeanine Hennis-Plasschaert, a affirmé hier, que les appels à un cessez-le-feu au Liban, en proie à des agressions sionistes meurtrières, "restituent lettre morte", a rapporté l'Agence nationale de l'Information (ANI). "Perdue sous les tambours battants de la guerre, la voix de la majorité silencieuse se fait entendre: les femmes, les hommes et les enfants qui se retrouvent, une fois de plus, impuissants face à un avenir incertain. Une dure réalité se profile alors que les appels au cessez-le-feu restent lettre morte", a écrit Jeanine Hennis, sur les réseaux sociaux. L'entité sioniste continue de bombarder le Liban depuis lundi dernier avec des frappes aériennes qui ont fait plus de 700 martyrs et près de 2.200 blessés, selon le ministère libanais de la Santé. Le ministre libanais de la Santé, Firas Al-Abyad, avait annoncé également que 1.640 citoyens, dont 104 enfants et 194 femmes, sont tombés en martyr depuis octobre 2023.

## "LE HEZBOLLAH CONTINUERA DE SOUTENIR GHAZA"

Le secrétaire général adjoint du Hezbollah, Naim Qassem, a affirmé, lundi, que son parti continuera de soutenir Gaza à affronter les sionistes et élira bientôt un nouveau secrétaire général en remplacement de Hassan Nasrallah. Qassem s'exprimait à l'occasion d'une intervention télévisée d'environ 20 minutes, il a essayé au cours de laquelle de rassurer les partisans du Hezbollah et les Libanais en général. Il a également émis des messages concernant l'avenir du parti après l'assassinat de son secrétaire général Hassan Nasrallah, vendredi dernier. "Malgré la perte de quelques dirigeants, les agressions, entre autres, contre des civils, jamais nous n'abandonnerons nos positions sincères et honnêtes. La résistance islamique (Hezbollah) continuera d'affronter l'ennemi israélien, en soutien au peuple palestinien et en défendant le Liban", a-t-il expliqué. "Nous allons choisir un nouveau secrétaire général le plus tôt possible, selon la hiérarchie du parti. Et soyez rassurés, les choix seront aisés", a-t-il ajouté.

Pour rappel, depuis le 8 octobre 2023, les factions libanaises et palestiniennes au Liban, notamment le Hezbollah, échangeaient quotidiennement les bombardements avec l'armée israélienne de l'autre côté de la "Ligne bleue", faisant, jusqu'à dimanche soir, 1 764 morts, dont des enfants et des femmes et 8 808 blessés.

# 3 recettes de petit-déjeuner salé parfait pour la glycémie !

**Le matin, nous avons l'habitude de prendre un petit-déjeuner sucré. Mais celui-ci entraîne des pics de glycémie mauvais pour la santé à long terme. Une bonne option serait de commencer la journée par du salé.**

## PETIT-DÉJEÛNER SALÉ : DES PROTÉINES, DES LÉGUMES ET DES GRAINES SAINES

Pour éviter les fringales, les coups de mou, les prises de poids... Il est important de surveiller sa glycémie. Ainsi, dès le matin, il est préférable de ne pas provoquer des pics de glycémie avec des ingrédients trop sucrés comme le jus de fruits ou les



pâtes à tartiner. Ainsi, l'une des possibilités est d'opter pour un petit-déjeuner salé. Pour cela, plusieurs possibilités : La tartine à l'avocat : un fruit rassasiant qui aide à réduire la glycémie. On peut la composer d'une belle tranche de pain aux céréales, d'un demi-avocat légèrement

écrasé à la fourchette, d'un filet d'huile d'olive et d'un œuf dur découpé en tranche. Quelques tomates si c'est la saison ! ;

Omelette aux légumes : l'œuf est une bonne façon de maintenir une glycémie stable tout au long de la journée. Consommer une protéine au réveil empêche les

fluctuations de glycémie ;

Tofu, fromage, yaourt grec : des protéines pour diminuer les fringales et les envies de sucré.

Pour composer un petit-déjeuner sucré, plusieurs règles à retenir : il faut intégrer une source de protéine, des légumes pour les fibres, les vitamines et

les minéraux et des graines saines comme les avocats ou les noix pour entraîner une sensation de satiété. Attention à l'excès de sel. Opter pour un petit-déjeuner salé permet d'éviter les pics de glucoses et un creux à 10h. Plus vous mangez de sucre, plus vous aurez envie d'en manger !

## L'OPTION SUCRÉE QUI PREND SOIN DE VOTRE GLYCÉMIE

Si manger salé est trop compliqué pour vous dès le réveil, il existe des options sucrées qui prennent soin de votre glycémie. Il est par exemple possible d'opter pour un porridge, de préférence avec du quinoa, dans lequel vous allez ajouter du yaourt végétal au lait de coco, de la cannelle et quelques pistaches (ou un oléagineux de votre choix). Il est possible d'ajouter quelques baies comme des myrtilles ou des framboises. Si ce n'est pas la saison, prenez-les surgelées. Il est également possible d'ajouter une banane. L'idée est surtout de consommer, dès le matin, une source de protéines : les fruits ne doivent pas être le centre de votre petit-déjeuner.

## DÉBUTER LA MÉDITATION

# 10 conseils pour apprendre

**M**éditer n'est pas inné : cela s'apprend. Pour savoir par où commencer, voici quelques conseils à la fois pratiques et théoriques.

### SE DÉGAGER DU TEMPS

Caler une séance de méditation entre deux rendez-vous est voué à l'échec si l'on est peu expérimenté. Pour les premières fois, mieux vaut prévoir du temps devant soi et se libérer de toute contrainte pour permettre à l'esprit de mieux fonctionner. Une fois exercé, vous saurez plus rapidement vous mettre dans le bon état d'esprit et pourrait faire de courtes séances de méditation ou en faire n'importe où et dans n'importe quel contexte. Caler une séance de méditation entre deux rendez-vous est voué à l'échec si l'on est peu expérimenté. Pour les premières fois, mieux vaut prévoir du temps devant soi et se libérer de toute contrainte pour permettre à l'esprit de mieux fonctionner. Une fois exercé, vous saurez plus rapidement vous mettre dans le bon état d'esprit et pourrait faire de courtes séances de méditation ou en faire n'importe où et dans n'importe quel contexte.

### CHOISIR LE TYPE DE MÉDITATION QUI CONVIENT LE MIEUX

Méditation Vipassana, méditation en pleine conscience, Zen, Transcendantale,... Il existe différentes techniques de méditation et ce qui convient à l'un(e), ne convient pas nécessairement à l'autre. Avant de se lancer dans la méditation, il est donc indispensable de tester les types de méditations existantes et de la choisir en fonction de ses attentes et de sa personnalité. Pour vous aider à faire votre choix, voici la liste des différentes techniques de méditations.

### CHOISIR UN ENVIRONNEMENT ADAPTÉ

Fuyez le bruit et privilégiez un endroit calme dans lequel vous vous sentez bien. Les endroits propices à la méditation sont en général, les lieux où la nature est reine. Une pièce dédiée dans votre logement,

que vous aurez aménagée en « temple » de la méditation facilite sa pratique. Côté vêtements, optez pour une tenue ample aux matières souples pour laisser le corps s'exprimer librement.

### ADOPTER LA BONNE POSTURE

Ne vous sentez pas obligé de vous positionner en tailleur avec les deux mains posées sur les genoux et les pouces qui forment un « O ». L'accès à la méditation est possible dans n'importe quelle posture pourvu que l'on se sente bien et détendue. Avec le temps, seront travaillés le lâcher-prise et la souplesse des différentes parties du corps.

### FAIRE LE VIDE

Pour méditer, l'esprit doit être libre, « déparasité » de toute pensée. Au départ, cet exercice est très difficile. Dans nos modes de vie actuels, hyperconnectés et multi-tâches, il n'est pas souvent demandé à notre cerveau de ne pas être sur le qui-vive. Pour faire le vide, concentrez-vous sur votre respiration, avec de longues inspirations et expirations dans le

but d'abaisser votre rythme cardiaque. Laissez venir les pensées, ne cherchez pas à les chasser, mais laissez-les partir d'elles-mêmes.

### DÉTENDRE SES MUSCLES

La relaxation musculaire doit être progressive mais totale pour atteindre un état de lâcher-prise. Pour cela, sentez tous les muscles de chaque zone de votre corps se détendre au fur et à mesure. Pour vous y aider, vous pouvez vous aider des techniques de sophrologie basées sur la visualisation.

### ÊTRE PATIENT

Ne soyez pas trop exigeant avec vous-même au départ, vous n'atteindrez pas immédiatement l'état méditatif d'un moine bouddhiste et c'est tout à fait normal. Méditer est un long apprentissage, un conditionnement du corps mais aussi un mode de vie qui englobe l'humain sous tous ses aspects.

### SE CONCENTRER SUR SA RESPIRATION

En se concentrant sur son souffle, les pensées s'éloignent et l'accès à la méditation profonde est possible. La respiration profonde consiste en une respiration abdominale qui part du diaphragme (bas du ventre), pour arriver jusqu'aux poumons. Le haut du corps doit rester immobile tout en gonflant le ventre.

### FERMER LES YEUX

Pour parvenir à une concentration maximale, il est préférable de fermer les yeux. Loin de toute stimulation visuelle, l'esprit est plus propice à se relâcher. Toutefois, si vous vous sentez proche de la somnolence, les yeux seront maintenus ouverts car méditer n'est pas s'endormir.

### APPRIVOISER SES ÉMOTIONS

Apprendre à méditer peut être déroutant. Avoir l'esprit toujours occupé permet de ne pas se pencher sur le sens existentiel de la vie, parfois générateur d'angoisse.

La méditation permet justement d'accepter les états émotionnels quels qu'ils soient pour apprendre à cohabiter avec eux et à les dépasser.

## Face au stress, la méditation plus efficace que les vacances

**S**elon une étude menée par une équipe de chercheurs de l'Université de Californie aux Etats-Unis, méditer serait plus efficace pour vaincre le stress que les vacances, aussi agréables soit-elles.

### MÉDITER POUR VAINCRE LE STRESS

La reprise du travail est très souvent synonyme de stress. Mais au lieu de compter les jours qui vous séparent de vos prochaines vacances, tournez-vous vers la méditation. Selon une étude, publiée dans la revue médicale Translational Psychiatry, méditer aurait des effets bénéfiques sur notre métabolisme à long terme, alors que les vacances provoqueraient un bien-être psychologique à plus court terme. Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs américains ont proposé à une centaine de femmes de passer une semaine de vacances dans un complexe hôtelier. La moitié des participantes a bénéficié, pendant cette semaine, de séances de méditation et de yoga. Pour mesurer le taux de stress chez chacune d'entre elles, les chercheurs ont

effectué des prélèvements de sang et leur ont posé un certain nombre de questions avant et après le séjour, puis un mois et dix mois plus tard.

### MÉDITER EST PLUS EFFICACE À LONG TERME

Résultat : après la semaine de vacances, les participantes étaient plus relaxées, ce repos avait en effet eu un impact fort et immédiat sur les réseaux moléculaires associés au stress et sur les voies immunitaires. Mais les chercheurs ont pu constater qu'à long terme, les femmes qui avaient médité pendant leurs vacances avaient ressenti moins de symptômes de dépression et moins de stress, dans les semaines qui ont suivi. « La signature moléculaire de la méditation, chez des personnes qui la pratiquent régulièrement est bien distincte et plus durable que celles des vacances, pour des personnes qui ne pratiquent pas la méditation », analyse Elissa Epel professeure de psychiatrie à l'Université de Californie et auteure de l'étude. « Elle serait aussi le gage d'un vieillissement sain ».



## Selection du jour

### TF1

20h10

## Koh-Lanta

24 aventuriers ont quitté leur quotidien pour tenter de remporter le plus célèbre des jeux de survie télévisés. Parmi eux, deux anciens vainqueurs, Frédéric et Ugo, qui mettront à profit leur expérience pour aider les deux nouvelles tribus rouge et jaune. A l'issue de la toute première épreuve de cette édition, qu'ils ont perdue, Vanessa, Melissa, Illyesse et Nathanaël ont été conduits sur une île hostile pour y former la tribu maudite, vouée à un triste sort, à moins qu'ils ne découvrent une statuette protectrice. Celui ou celle qui la trouvera pourra retrouver sa place dans le jeu en affrontant l'un des membres des jaunes et des rouges, éliminés durant l'épreuve de confort.



### CANAL+

20h00

## Une affaire d'honneur

Avec : Roschdy Zem, Doria Tillier, Guillaume Gallienne, Damien Bonnard, Vincent Perez, Noham Edje, Myriem Akheddiou, Pepe Lorente, Eva Danino, Iman Perez, Manda Touré, Luc-Antoine Diquéro, Franck Micque, Raphaël Magnabosco, Sébastien Rajon, Cédric Moreau, Pierre Rambaldi, Christian Sinniger, Gérard Chaillou, Manesca De Ternay, Fanny Jacquet, Edouard Michelin, Stéphane Boucher, Philippe Morand, Gabriel Ecoffey, Christophe Seureau, Patrick Zackmann, Christian Valsamidis, Marc Chouppart, Nicolas Gaspar



En 1887, à Paris. Clément Lacaze, vétéran de la guerre de 1870 et maître d'armes renommé, se voit obligé de venger son jeune neveu, tué dans un duel inégal contre le colonel Berchère. Homme de pouvoir belliqueux, il est « resté », lui, sur le champ de bataille. Une lutte à mort s'engage entre les deux hommes...

### france 2

20h00

## Insoupçonnable, l'affaire du Grêlé



C'est le temps de l'obsession : le psychiatre et les enquêteurs sont hantés par cette affaire qui semble ne pas vouloir connaître de conclusion et qui multiplie les fausses pistes. Mais grâce aux progrès de la police scientifique et la mise au point de la recherche par ADN, l'affaire du "Grêlé" prend une tout autre dimension. Cependant, malgré le nombre de cas, d'indices, et les nouveaux outils mis à leur disposition, les enquêteurs demeurent largement dépassés par cette affaire. Pendant ce temps, le tueur, de son côté, court toujours.

### france 3

20h10

## Tom et Lola

Avec : Dounia Coesens, Pierre-Yves Bon, Evelyne El Garby Klai, Yassine Hitch, Elodie Varlet, Grégoire Paturol, Marie-Hélène Lentini, Eva Lipmann, Gabin Visona, Leeloo Eyme

Amis d'enfance, Tom et Lola sont devenus policiers tous les deux. Alors que Tom est en colocation "provisoire" chez Lola depuis sa séparation avec sa femme, le téléphone sonne. Un moniteur de plongée a été retrouvé mort sur une plage toulonnaise. Et Tom va s'inviter dans l'enquête de Lola. De colocataires, les deux amis vont donc devenir collègues, car Tom a eu la brillante idée de se faire recruter dans la même brigade.



### 6

20h10

## Appel à témoins

"Appel à témoins" se penche sur des affaires non-élucidées : celle de Madjid Ahamadi, une disparition en 2023 à Besançon en Franche-Comté, celle de Vanessa Melet, aussi une disparition en 2016, à Langrune-sur-Mer en Normandie, et sur le cas de Gwenolé Piot, un meurtre maquillé en suicide en 2020, à Saint-Malo.



### W9

20h00

## Le loup et le lion

Avec : Molly Kunz, Graham Greene, Charlie Carrick, Derek Johns, Rhys Slack, Evan Buliung, Rebecca Croll, Victor Cornfoot, Daniel Brochu, Jean Drolet, Eric Clark, Melissa Plante, Paula Costain, Brent Radford, Stella Plante, Daniel Esteban, Prune De Maistre, Neige De Maistre, Jonathan Vanger, Frank Schorpion, Natatia Ciocan, Kurtis Bayford, Maxime Descoteaux, Steve Richard, Nick Diabo, Trigger Roy, Masoud Tosifyan, Hossein Rahmani Manesh, Mylène Dinh-Robic

Dans sa maison située sur une île au beau milieu d'un lac de la forêt canadienne, une musicienne de 20 ans recueille, à quelques jours d'intervalle, un lionceau et un louveteau qu'elle élève ensemble comme deux frères.

### LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

Edité par la SARL  
Maghreb Presse  
Édition  
au capital  
De 5.200.000 DA  
Compte bancaire :  
00100625030030024926  
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication  
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction  
Administration  
BP 545,  
Maison de la presse Safir Abdelkader  
Kouba - Alger  
Tél Adm : 023 70 94 94  
Tél Réd : 023 70 94 61  
Fax Pub : 023 70 94 58  
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :  
www.lemaghreb.dz  
e-mail:  
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression  
SIA Alger  
EPE - SPA Imprimerie "Centre"  
Siège social : Zone Industrielle  
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger  
Diffusion  
Centre : MPE  
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :  
l'Entreprise Nationale de  
communication, d'Édition et de  
Publicité »  
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -  
Alger.  
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45  
020.05.13.77  
E-mail : agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

*Les manuscrits,  
photographies ou tout  
autre document et  
illustrations adressés ou  
remis à la rédaction ne  
seront pas rendus et ne  
peuvent faire l'objet  
d'aucune réclamation.*

**1,5** Le marché du e-commerce en Algérie a dépassé 1,5 milliard de dollars

KÉMI SEBA :

## "C'est un combat des Justes contre ceux qui sucent le sang des Justes"

**"Ce n'est pas un combat de Noirs contre Blancs, c'est un combat des Justes contre ceux qui sucent le sang des Justes". C'est avec cette formule empreinte de toute une symbolique que Kémi Seba, activiste panafricaniste et militant anti-impérialiste et anticolonialiste, a qualifié son engagement pour la souveraineté de l'ensemble de l'Afrique face aux velléités néocoloniales, notamment portées par la France.**



Dans une interview exclusive accordée à l'Agence Anadolu (AA) au studio même de l'agence à Ankara, qui sera publiée en 3 parties, il évoque de nombreux sujets de l'actualité africaine, mais aussi mondiale. Le Béninois de 42 ans, né à Strasbourg, et qui a été déchu de la nationalité française en juillet 2024, se présente comme un "homme noir au 21ème siècle, Panafricaniste, un homme qui est maladivement attaché à la souveraineté de son peuple, du continent africain et de la diaspora". Kémi Seba, de son vrai nom "Stellio Gilles Robert Capo Chichi", précise que "par extension", il est très attaché aussi "au droit à l'autodétermination de tous les peuples du monde entier, et plus particulièrement des peuples du sud global". "Ce qui fait qu'un opprimé, qui se trouve à n'importe quel endroit du globe, aura toujours ma solidarité, c'est pour moi une priorité", assure-t-il. Souvent associée à la "provocation" quand il a brûlé son passeport français devant des caméras en mars

de cette année, la décision des autorités françaises de lui retirer la nationalité française n'est pas liée à cet acte, défend-il.

"Ce sont les actions contre le néocolonialisme que nous menons depuis de très nombreuses années sur le terrain, avant même l'émergence des réseaux sociaux, qui a entraîné que, les autorités françaises qui ont pour axe idéologique et géostratégique sur le continent africain, le néocolonialisme, ont été dans une démarche de réagir avec virulence, avec hystérie", assure-t-il. "En perdant le contrôle, à mon sens, et en commettant une erreur stratégique grossière, car ce n'est pas parce que vous combattez la mauvaise direction prise par le président qui dirige le pays où vous êtes né, qu'on doit renier votre lieu de naissance et votre nationalité". Kémi Seba veut rétablir la vérité.

C'est son engagement inébranlable en faveur des peuples opprimés et des territoires colonisés qui sont derrière la décision française. "J'ai trouvé opportun, en réalité, à cette croisée des chemins, dans cette période historique, à cette période où en France l'homme noir est discriminé, depuis déjà trop longtemps en réalité, mais plus que jamais aujourd'hui, à cette

période où l'homme noir dans les territoires, appelés de manière coloniale, territoires d'outre-mer, Guadeloupe, Martinique, j'ai une grosse pensée pour mes frères et sœurs qui sont mobilisés actuellement, Guyane, La Réunion, la Kanaky (Nouvelle-Calédonie), qui est plus que jamais aujourd'hui asphyxiée et colonisée, à une période où mes semblables sont asphyxiés en Afrique de l'ouest, en Afrique francophone de manière générale, il ne faut pas oublier l'Afrique centrale, à une période où les Noirs sont victimes de bavures, même si je n'aime pas le terme de victime, parce que c'est trop restrictif, sont incarcérés dans une problématique réelle de discrimination au logement, ou de bavures policières, dans une période où tout est fait pour briser et humilier l'homme et la femme noirs, j'ai pensé qu'il était important de rappeler que nous ne sommes pas tous prêts à nous soumettre aux ordres et aux désirs de l'oligarchie française pour exister", lance-t-il. Et de scander haut et fort : "Je n'ai pas besoin de leur aval pour exister !". Néanmoins, une fois informé de la procédure de déchéance lancée, il n'a pas voulu "rester tranquille pour préserver les chances de garder la

nationalité française". "Je n'étais pas dans une démarche de montrer patte blanche, parce que je suis né avec des pattes noires. Et j'ai pris conscience de la nécessité de rappeler à nos semblables qu'on peut se tenir debout face à la puissance néocoloniale, et exister plus que jamais, malgré tous les coups que l'on peut recevoir, on peut aussi lui en donner", explique-t-il.

Selon Seba, le processus de retrait de nationalité a été enclenché quelques temps "après les mobilisations historiques dans la sous-région (Sahel), et au Niger, aux côtés de la société civile, pour défendre ce que j'appelle la "restauration de l'État".

Mettant de côté son propre combat, Kémi Seba tient absolument à rendre hommage à une personne en particulier. "Il y a un homme à qui j'ai envie de profondément rendre hommage, parce qu'il prend des coups, en défendant et en accompagnant le combat de souveraineté que nous menons.

C'est homme c'est Juan Branco, mon avocat. Docteur en Droit qui mène un combat contre l'impérialisme aux quatre coins du monde. Il a défendu Julian Assange, il a défendu des frères et des sœurs opprimés, qui sont mes partenaires, en Guyane, il a défendu les nôtres en Haïti, au Sénégal.

C'est quelqu'un qui a été pris en grippe par le gouvernement français, comme il me considère comme une menace, il le considère aussi comme une menace, et au lieu de l'attaquer sur le principe des idées, mais quand on voit le visage des autorités françaises on comprend que ce n'est pas sur le terrain du débat idéologique qu'il peut y avoir une issue, d'une manière extrêmement lâche et vicieuse pour le sanctionner de sa démarche de solidarité vis-à-vis du combat des populations du sud global, ils ont décidé d'entamer une procédure de révocation auprès du Barreau de Paris. Ils sont dans

une dynamique de l'empêcher de plaider en France". Et de souligner avec conviction : "Cette démarche-là montre que ce n'est pas un combat de Noirs contre Blancs, c'est un combat des Justes contre ceux qui sucent le sang des Justes. C'est un combat d'une oligarchie néolibérale putride contre des peuples, quelles que soient leurs couleurs, qui veulent décider de leur propre destinée, qui ne veulent pas être soumis à l'élite financière apatride."

### LES DÉVELOPPEMENTS AU SAHEL ET LA "RESTAURATION DE L'ÉTAT"

L'engagement de Kémi Seba au Sahel est complet. Il est entièrement solidaire des mouvements hostiles à la présence française et favorables à "l'indépendance et la souveraineté africaines".

"L'Occident parle de coup d'État (au Niger), non c'était une opération de restauration de l'État", défend-il. "Si vous avez un conducteur de bus, en l'occurrence l'ancien président Mohammed Bazoum, qui était engagé pour conduire les passagers, le peuple nigérien, à bon port, à la destination B, et qu'au lieu d'emmener les passagers à la destination B, il les emmène dans une direction complètement éloignée, qui est la direction F, comme la France néocoloniale, il est du devoir des passagers qui ne sont pas d'accord avec cette direction, d'immobiliser ce conducteur de bus un petit peu ivre, le mettre sur le côté, et que quelqu'un reconduise les passagers à la bonne destination.

Ce quelqu'un c'est le Général Tiani, Chef de l'État, Chef du CNSP. Il est en train d'emmener le peuple du Niger à bonne destination", explique-t-il de manière imagée.

"Le peuple, une grande partie du peuple, comprend le combat que nous menons", estime-t-il ensuite.

R. I.

### Post scriptum

Par B. Chellali

Le directeur de l'Agence algérienne de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, en marge de sa participation au forum "La semaine de l'énergie russe", a, dans une interview accordée à la chaîne Russia Today (RT) annoncé l'imminence de la signature d'un contrat avec le partenaire russe Gazprom pour l'exploitation d'un important gisement de gaz dans le sud du pays, annonçant que les négociations sont en cours avec la société russe Gazprom pour l'exploitation conjointe de deux gisements d'hydrocarbures à Hassi Messaoud. La signature de cet accord marque un tournant décisif dans la coopération entre les deux pays et "symbolise la continuité de la coopération de longue date entre les deux géants de l'énergie". "Nous avons entamé les négociations depuis un certain temps. Aujourd'hui, nous sommes à la phase de développement et ne reste que la signature du contrat, précisant que tout est prêt

## Sonatrach proche d'un accord avec Gazprom

et il ne reste plus qu'à commencer l'exploitation de gaz". Selon lui, tous les préparatifs techniques et de normalisation ont été déjà finalisés pour l'aboutissement de cet accord de partenariat avec le géant russe Gazprom. "Nous utilisons déjà une grande quantité d'équipements russes dans nos installations pétrolières et gazières et nous travaillons et sommes en contact avec l'Institut technologique russe du pétrole et du gaz, a-t-il déclaré avant d'ajouter, "Nous sommes quasiment prêts sur les questions liées aux normes et standards russes ce qui nous permettra d'importer les équipements nécessaires". Il note que l'exploitation de ces gisements renforcera la capacité de l'Algérie à satisfaire ses besoins énergétiques internes tout en augmentant ses exportations vers les marchés internationaux, notamment dans un contexte de forte demande mondiale de gaz naturel, la valorisation des ressources en hydrocarbures consolidant les relations de l'Algérie avec des partenaires stratégiques comme la Russie. En effet, pour la Sonatrach, Gazprom

représente un allié de confiance avec qui l'Algérie diversifiera ses capacités énergétiques dans les années à venir. Ce partenariat ne fait que confirmer l'ambition de l'Algérie de jouer un rôle clé sur la scène énergétique mondiale à travers des investissements de taille et des alliances stables et solides.

Ce champ est d'une importance capitale; si ce n'était pas le cas Gazprom n'aurait pas décidé à investir a affirmé M. Nabil. soulignant entre autres, l'influence de cette collaboration et cet investissement de 858 milliards de dollars.

Par ailleurs, ces deux gisements confirmés par cet accord découverts dans le périmètre d'Oum Laasal à environ 140 kilomètres de Hassi Messaoud représentant une manne énergétique importante pour l'Algérie et prévoit la production de 2 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour, et plus de 1.000 tonnes par jour de condensat et plus de 200 tonnes de gaz de pétrole liquéfié (GPL). La première production est prévue pour 2028 marquant ainsi une nouvelle ère dans la pro-

duction nationale de gaz naturel. Il est également souligné que la coopération avec Gazprom ne se limite pas à la recherche et à la prospection ; Sonatrach entretient également des relations avec d'autres entreprises russes dans le domaine des services et de la construction du site. Ce partenariat s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification des alliances internationales de l'Algérie avec des collaborations acquises en Europe et en Amérique.

Il est important de noter que ce partenariat entre Gazprom et Sonatrach intervient à un moment charnière pour l'Algérie qui cherche à renforcer sa position sur le marché international du gaz naturel avec une production stable de 160 milliards de mètres cubes à l'horizon 2030-2065. Avec des perspectives des demandes mondiales croissantes, ce projet permettra à l'Algérie de magnifier la valorisation de ses ressources en hydrocarbures tout en consolidant ses relations avec les partenaires stratégiques.

B. C.